



# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°664 JEUDI 21 MAI 1987 8,00 F

## SÉCURITÉ SOCIALE



# C'est tous ensemble qu'on peut gagner !

### SOCIAL

Contre les licenciements,  
pour la sécu... les luttes  
toujours actuelles.

PAGE 4 ET 5

### BARBIE

Le procès  
d'un zélé fonctionnaire  
de la mort...

PAGE 6

### DÉSARMEMENT

Peut-il y avoir une paix  
durable sans révolution  
sociale ?

PAGE 12

F°P. 2520

## communiqués éditions

### • EVREUX

Une nouvelle liaison de la Fédération anarchiste est en création sur Evreux et sa région. Les personnes intéressées peuvent contacter les relations intérieures qui transmettront.

### • SAINT-MÉDARD-EN-JALLES

La liaison Saint-Médard-en-Jalles (près de Bordeaux) vous informe qu'une vente du « Monde libertaire » se tient tous les samedis matin, au marché de Saint-Médard-en-Jalles, de 10 h à 12 h.

### • PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

### • ANGERS

Le n°11 d'« Alternative libertaire 49 », journal local édité par le groupe F.A. d'Angers, est paru. On peut se le procurer contre 2,20 F (en timbre) ou mieux s'abonner : quatre numéros, 25 F. Chèques à l'ordre de A.D.E.I.R., à envoyer au 8, rue Buffon, Angers.



### • BORDEAUX

Le groupe Durruti de Bordeaux, afin de protester contre la généralisation de la précarité, a réalisé une brochure : « Les S.I.V.P., une aubaine pour les patrons ». Cette brochure est disponible à l'adresse suivante : 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, ou à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (au prix de 2 F l'unité, 7 F 50 les cinq exemplaires ou 15 F les 10 exemplaires).

## débats

### • CHELLES

Le groupe Sacco-Vanzetti organise samedi 30 mai, à 20 h 30, la projection du film « L'orchestre noir » ou « la plongée effarante dans les souterrains brûlants de l'extrême droite moderne ». Le film sera suivi d'un débat, animé par Gaetano Manfredonia, autour du thème : « Pratiques, moyens et idéologie de la droite fascisante ». Cette réunion-débat aura lieu au local du groupe, 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.).

### • CHERBOURG

Le groupe de Cherbourg invite ses sympathisants (et autres...) à visionner la cassette vidéo « Ecoutez May Piquerey », le samedi 23 mai, à la M.J.C. « Maison pour tous », square du Nivernais à Octeville (à 17 h 30). Il s'en suivra, nous l'espérons, un large débat sur l'anarchisme, en général, et la Fédération anarchiste, en particulier.

### • PARIS

Samedi 30 mai, de 16 h à 18 h, aura lieu la réunion de préparation du journal « La commune libertaire du XVIII<sup>e</sup> », avec le groupe libertaire Maurice-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Blanche ou Abbesses).

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Social : Editorial, La sécu et la C.G.T., Sécurité sociale et chômage — PAGE 4, Lutttes : En Bref, Dominique Lestrat toujours en lutte, Le point sur la F.N.A.C., Manif pour la sécu — PAGE 5, Social : XXII<sup>e</sup> congrès de la C.N.T.F., La disparition du travail — PAGE 6, Société : Autour du procès Barbie — PAGE 7, Société : A propos de Paul Rassinier — PAGE 8, Dans le monde : Irlande, Laos, Afghanistan — PAGE 9, Informations internationales : Espagne, Portugal, Nouvelles technologies — PAGE 10, Expressions : Poésie, Cinéma — PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, Programme de Radio-Libertaire, Communiqué R.-L. — PAGE 12, Arguments : Pacifisme, désarmement et anarchisme, Protocole armée-police, Soutien à Eric Hébert.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amélot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

## Abonnez vous !

### LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration  
145, rue Amélot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amélot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
N°..... Rue.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement  Chèque postal  Réabonnement  Chèque bancaire  Abonnement de soutien  Mandat-lettre   
Règlement à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

## liste des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

### RÉGION PARISIENNE

#### • GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.  
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

## liste des permanences des groupes f.a.

### RÉGION PARISIENNE

#### PARIS

Groupe « Louis-Bertho-Lepetit », Paris 1<sup>er</sup> : permanence au Cercle Garcia-Lorca, 15, rue Gracieuse, 75005 Paris, chaque 1<sup>er</sup> lundi du mois.  
Groupe « Louise-Michel », Paris 18<sup>e</sup> : permanence le samedi, de 16 h à 18 h, au 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.  
Groupe « Voline », Paris 20<sup>e</sup> : permanences les jeudis à 20 h 30, au 26, rue Piat, 75020 Paris.

#### BANLIEUE

• Seine-et-Marne  
Groupe « Sacco-et-Vanzetti » : permanences tous les dimanches de 10 h à 12 h, au 1 bis, rue Emile, 77500 Chelles.  
• Yvelines  
Liaison « Georges-Brassens » de Rambouillet : permanences tous les samedis matin sur le marché de Rambouillet.  
• Hauts-de-Seine  
Groupe Fresnes-Antony : permanences le samedi de 10 h à 12 h et le dimanche, de 10 h à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 46.68.48.58.  
• Val-de-Marne  
Groupe de Créteil : permanences tous les dimanches, de 9 h 30 à 11 h 30, au marché de l'Eglise.  
• Val-d'Oise  
Groupe « Kropotkine » : permanence tous les dimanches matin au marché Héloïse, à Argenteuil.

Groupe de Sarcelles : permanences tous les premiers dimanches de chaque mois, de 11 h à 12 h, au marché de Lochères (à côté de la Poste)

## liste des permanences des groupes f.a.

### PROVINCE

#### • AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (16) 23.80.17.09.

#### • ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • BOUCHE-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Réformés ou Cinq-Avenues).

#### • CHARENTE-MARITIME

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

#### • CÔTE-D'OR

Groupe de Dijon : permanences le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h au local La Mistouffie, 61, rue Jeannin, Dijon.

#### • CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanences tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

#### • DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les vendredis de 17 h à 18 h à son local : 77, rue Battant, Besançon.

#### • FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanences et ventes du « Monde libertaire » tous les samedis matin de 10 h 30 à 12 h au marché de Saint-Martin.

#### • HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanences dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

#### • GIRONDE

Groupes « Durruti » et « Pépin-Cadavre » de Bordeaux : permanences tous les lundis, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux. L'Athénée libertaire du Muguet tient ses permanences tous les samedis, de 15 h à 19 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

#### • HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

#### • ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

#### • INDRE-ET-LOIRE

Groupe « Maurice-Fayolle » de Tours : permanence le lundi (sauf pendant les vacances scolaires) de 11 h 30 à 15 h 30, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres; au cours de la tenue de la table de presse.

#### • LOIRE

Groupe « Nestor-Makhno » de Saint-Etienne : permanence le premier jeudi de chaque mois, à partir de 19 h 30, salle 15 bis C.N.T.-A.I.T./J.P., Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

#### • LOIR-ET-CHER

Liaison Blois : permanence le jeudi de 18 h à 22 h, au 24, rue Jean-de-la-Fontaine, appt. 57, Blois (tél. : [16] 54.74.26.02).

#### • LOIRE-ATLANTIQUE

Groupe de Nantes : permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 18 h à 20 h, au 3, rue de l'Amiral-Duchaffaut, Nantes.

#### • MAINE-ET-LOIRE

Groupe d'Angers : permanences les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, au M.A.M.A., 8, rue de Buffon, Angers (à côté du Palais des Congrès).

#### • MANCHE

Groupe de Cherbourg : permanences tous les lundis de 18 h à 19 h, au G.R.E.L., 20, rue de l'Abbaye, à Cherbourg.

#### • NORD

Groupe « Benoit-Broutchoux » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 21 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue du Péage, 59800 Lille.

Groupe « Humeurs noires » de Lille : permanences tous les mardis, de 19 h à 20 h, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille (M<sup>o</sup> République). Adresse postale : groupe F.A., c/o Bernard Leboeuf, B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœuil.

#### • PYRÉNÉES-ORIENTALES

Groupe « Puig-Antich » de Perpignan : permanence tous les lundis, mercredis, vendredis et samedis, de 15 h à 19 h, au 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.

#### • SEINE-MARITIME

Groupe « Jules-Durand » du Havre : permanence chaque dimanche matin pendant la vente à la criée sur le marché d'Harfleury.

Groupe de Rouen : permanences tous les samedis, de 14 h à 16 h, au 24, rue de Crosnes, à Rouen. De plus, un répondeur enregistreur est à votre disposition au (16) 35.70.61.64.

#### • SOMME

Groupe d'Amiens : permanences et table de presse tous les jeudis, de 12 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire « Le Bailly ».

#### • VAR

Groupe « Région-toulonnaise » : permanence le samedi, de 15 h 30 à 18 h, au Centre d'étude et de culture libertaire, cercle Jean-Rostand, rue Montébelli, Toulon.

#### • VENDEE

Groupe libertaire de Vendée : permanence le 3<sup>e</sup> vendredi du mois à la Bourse du Travail de La Roche-sur-Yon, à 21 h.

#### • VIENNE

Groupe « Berkman » de Poitiers : permanences tous les mercredis et les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedis du mois, de 15 h à 19 h, en son local : 6, rue des Flageolles, Poitiers.

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Route 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

« **Q**UI penserait aujourd'hui à prendre un "macadam" ? (1) Qui se risquerait à en affronter les souffrances, les dangers, alors que la Sécurité sociale verse des prestations pour les arrêts de travail-maladie et que tous les salariés bénéficient des congés payés ? Mais c'était alors la seule façon, pour les ouvriers dépourvus d'économies, de se soigner, de se reposer ou de profiter du soleil, pour le militant d'assister à un congrès, de suivre des cours, de s'instruire. La législation sociale est intervenue, éliminant une pratique qui, même à cette époque, était considérée par certains anarchistes plus ou moins issus de milieux bourgeois comme immorale ! » (2). On pouvait songer, ce 14 mai, à la vieille geste du début du siècle en pensant que maintenant les choses avaient bien changé. En effet, aux pratiques individuelles ont été substituées un « meilleur être » généralisé à tous.

**Un acquis du mouvement ouvrier**

Ce qui, dans les années 30, était tout d'abord considéré comme une intégration à l'Etat est devenu avec le temps (3) et l'habitude une conquête ouvrière. Attaquer aujourd'hui la Sécurité sociale, c'est attaquer objectivement un des acquis du mouvement ouvrier, quoi qu'on pense par ailleurs du processus d'intégration au consensus social.

C'est pourquoi la C.G.T. tient à garder seule le créneau dans la lutte contre le patronat qui rogne sans cesse les acquis des travailleurs. Ce

qui « autorise » le secrétaire général de la Confédération générale du travail, Henri Krasucki, à dire que « rien ne touche autant les salariés et la masse de la population » que la défense de la Sécurité sociale.

En fait, dans son analyse, il ne fait que constater l'état actuel des choses et ne cherche pas à voir le pourquoi des choses. Il est vrai que pour la majorité des gens qui vivent de leur chèque en fin de mois, la Sécurité sociale, comme partie intégrante de la couverture sociale, est quelque chose auquel il ne faut pas toucher (4).

Comme pour la bataille contre la flexibilité, on aurait pu rêver et croire à un front commun, pour répondre à l'attaque du gouvernement pour casser tout ce qui reste du mouvement ouvrier. Mais la C.G.T. tient à garder la fréquence pour elle seule et si la Ligue communiste en fin de manifestation (le Premier Mai) avait été malmenée, la délégation du Parti socialiste (invitée à la manifestation) a été huée.

**Recherche unité désespérément !**

Si on peut être d'accord avec certains slogans (« Les délégués, Auroux, tu as su les licencier ; Joxe, tu as su les matraquer... », par exemple), était-ce vraiment unitaire de pouvoir laisser le Monde : « A

**MANIFESTATION DE LA C.G.T. Sécurité sociale**

Paris, la gauche unie... dos à dos ». Cela nous rappelle le temps où Krasucki, en 1982, face à la Coordination pour le soutien à Solidarnosc dans la C.G.T., accusait le P.S. de provoquer des troubles dans les structures syndicales.

La défense de la Sécurité sociale aurait nécessité un large front « unitaire de raison », mais les actions de la C.G.T. ont mis à l'écart la semaine d'action organisée dans la fonction publique par F.O., le C.F.D.T., la C.G.C., la C.F.T.C., la F.E.N. et la

Fédération autonome de fonctionnaires (F.G.A.F.) (5). Et que dire des non-syndiqués et des chômeurs qui seront eux aussi, et plus encore pour les derniers, touchés par les menaces qui planent sur la Sécurité sociale ? D'un problème qui touche tout le monde, la C.G.T. tente d'en faire un nouveau cheval de bataille pour prouver une fois de plus que seule l'ex-centrale de la rue de La Fayette se bat et qu'à l'intérieur de celle-ci seuls les militants communistes sont valables.



(photo Massimo De Blasio)

En fait, et la direction de la C.G.T. comme tous les militants l'ont compris, l'attaque est frontale. Le gouvernement veut détruire la plus grande partie des acquis et des conquêtes du mouvement ouvrier, pour approcher le plus du point zéro, l'âge d'or pour eux : le XIX<sup>e</sup> siècle.

**Face au patronat**

Le 14 mai à Paris, en fête de la manifestation de la C.G.T., la bande-

role était « globalisante » : « La sécu à 100%, le S.M.I.C. à 5 900 F ; de meilleurs salaires ; des emplois stables et qualifiés ; la taxation des produits financiers ; le paiement des dettes patronales ; la garantie des statuts et du droit de grève ». Qu'en sera-t-il demain ? Si les projets du sieur Séguin sont adoptés, chaque patron pourra légiférer dans son entreprise sans avoir à se référer à une convention collective nationale (6).

Quand le patronat attaque, il ne se soucie pas des tendances, des courants du mouvement ouvrier. Il ne mesure que son profit et considère les travailleurs ayant des intérêts communs qu'il entend rogner ! Les représentants « officiels » au niveau syndical n'ont pu se mettre d'accord pour présenter un front uni. Dont acte. Espérons que le futur n'en sera pas trop entaché et que les travailleurs sauront se souvenir des hésitations partisans !

J.-P. GERMAIN

(1) Faux arrêt de travail pour maladie ou accident.

(2) René Michaud, j'avais vingt ans. Un jeune ouvrier au début du siècle, Editions syndicalistes, p. 175.

(3) Il serait intéressant de relire les commentaires des diverses organisations de gauche et autres, au sujet de la Sécurité sociale, dans les années 30. Imposée par l'Etat, puis conquête des travailleurs, il y aurait beaucoup à dire... Notons seulement qu'en Allemagne, le système de protection social prévoit une prise en charge directe : c'est la mutuelle qui paye praticiens et pharmaciens, l'affilié n'a pas à attendre des remboursements.

(4) Pour résumer ma position, je dirai : un acquis oui, une conquête non. Pour affiner les choses, disons que ce que pouvait lâcher l'Etat dans les années 30 est peut-être supérieur à une « conquête ouvrière » des années 80... Question de rapport de forces.

(5) Il est vrai qu'au niveau des fonctionnaires, la C.G.T. étant passée de 139 543 cotisants en 1979 à 23 117 en 1986, la mobilisation est dure !

(6) Sauf pour le travail de nuit des femmes et, bien sûr, s'il y a une représentation syndicale conséquente.

**Et si on taxait le chômage**

**L**A Sécu en danger ? L'expression est devenue des plus banales depuis quelques mois. Toutes les forces syndicales, politiques et associatives s'agitent beaucoup sur ce thème, et si tout le monde s'accorde à dire qu'il faut la sauver, les divergences sont nombreuses sur les moyens à employer et sur les objectifs poursuivis : la plupart ne rêvant que d'un vague replâtrage pour sauver les apparences.

**Etats généraux : de la poudre aux yeux**

La proposition gouvernementale de réunir des états généraux de la Sécurité sociale, dans lesquels les spécialistes en tous genres vont s'étripier joyeusement en se renvoyant leurs recettes respectives, n'apportera assurément rien d'important. Elle semble bien constituer, aujourd'hui, le plus sûr moyen d'entretenir l'illusion que le gouvernement veut sauver notre système de protection sociale, l'un des plus égalitaires du monde, alors qu'il ne rêve que de le dénatuer.

Enfin, n'oublions pas que ces états généraux — bien mal nommés puisqu'ils ne regrouperont que les spécialistes patentés et auto-proclamés — n'auront qu'un

caractère consultatif. Après avoir remué de grandes et nobles idées, ils feront comme tous les comités ad hoc : ils remettront leur rapport et se dissoudront, laissant au gouvernement le soin de prendre les décisions qui s'imposent.

D'ailleurs, en matière de décisions, il a déjà commencé avec les mesures Séguin qui ne peuvent qu'aggraver une situation déjà bien détériorée. Se limiter à combattre les actuelles mesures Séguin, telle est la limite du rassemblement mutualiste du 23 mai. Parvenir à obliger le gouvernement à revenir sur ces mesures aurait, il faut bien l'avouer, l'effet d'un cataplasme sur une jambe de bois.

**Les dangers de la fiscalisation**

Il faut aller beaucoup plus loin. Et parmi les propositions avancées figure la fiscalisation des recettes de la Sécurité sociale, les promoteurs de cette solution estimant qu'elle permettrait de mieux répartir l'effort contributif sur l'ensemble des revenus, salariaux ou autres.

Que les choses soient claires ! Sans réforme préalable de la fiscalité, une telle réforme ne changerait pas grand-chose, car chacun sait que les hauts revenus non

salariaux sont justement ceux qui réussissent le plus facilement à échapper, au moins partiellement, au fisc.

En outre, cette solution recèle un grave danger : elle concentrerait entre les mains de l'Etat, unique pourvoyeur de fonds, la maîtrise du fonctionnement de l'ensemble de la protection sociale. Même si la gestion paritaire actuelle n'est pas satisfaisante, loin s'en faut, elle permet au moins l'existence d'une forme de contre-pouvoir et de contrôle.

**Une proposition révolutionnaire**

Alors, réfléchissons autrement. Les causes du déficit chronique de la Sécurité sociale (en-dehors des problèmes de transferts qui créent des déficits artificiels, notamment dans les régimes salariaux) sont connues : aggravation du chômage et blocage des salaires. C'est un problème structurel auquel il faut répondre par des mesures structurelles appropriées.

Puisque c'est le non-emploi qui est la cause de ces difficultés, il faut cesser de faire porter le poids intégral des cotisations sociales sur l'emploi et imposer une contribution dissuasive sur tout ce qui crée le chômage. Cela passe aussi bien par l'idée d'une taxation sur les machines, en particulier quand elles sont sources de suppressions d'emplois, que par la taxation des activités financières et spéculatives.

Puisque la part de cotisation sur le salaire se reporte sur l'ensemble des salariés, il n'y a pas de raison pour que la part patronale qui disparaît avec chaque mise au chômage ne soit pas répartie au niveau patronal.

Développer cette notion d'une taxation du non-emploi résoudrait définitivement le problème du déficit structurel. Voilà une idée révolutionnaire qui n'émergera sans doute pas des prochains états généraux.



(photo Massimo De Blasio)

**ON SOUSCRIT... ON S'ABONNE... AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO » EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES**

**Editorial**

**Ç**A sent les vacances. Il ne fait pas beau, mais ça sent les vacances. Ça sent d'autant plus fort que la C.N.C.L. va rendre son verdict et que notre radio va bientôt savoir si oui ou non elle va pouvoir continuer à émettre légalement. C'est bien connu, les mauvais coups que porte le pouvoir se donnent toujours dans le dos. C'est dire qu'à l'heure où la démobilitation de juillet-août est la plus notable, il y a tort à parier que ce sera à cette époque que les décisions se prendront. On nous a déjà fait le coup une fois. La vigilance doit être constante. Elle est le garant de notre liberté. Depuis 1981, Radio-Libertaire a subi les épreuves les plus diverses. Au moment où la présence de chacun et de chacune est plus que jamais indispensable, nous devons réaffirmer notre détermination à ne pas voir disparaître ce moyen d'expression.

C'est dès aujourd'hui qu'il convient d'imaginer la riposte que nous devons infliger à l'Etat, s'il veut étouffer notre voix. Il est indispensable d'imaginer et de réagir. D'ores et déjà, les menaces sont intolérables, et c'est dès à présent que le soutien massif et la cohésion sont indispensables. Face aux requins des radios libres (style N.R.J.), Radio-Libertaire a tout à gagner. Les tentatives de brouillage et la porcherie policière n'ont jamais réussi à nous faire taire, ce n'est pas un aéroport de vieux croutons, qui n'ont jamais brillé par leur largeur d'esprit, qui pourra nous y contraindre.

En parlerons-nous, n'en parlerons-nous pas ? Le suspense est insoutenable. A l'heure du bradage de la Sécurité sociale, des risques de reprise de l'inflation dès l'automne prochain, il est un événement d'actualité, qui monopolise tous les médias, dont tout le monde parle, chaque beauf a son avis à donner et le café du commerce résonne des avis particuliers du buveur de pastis. C'est encore et toujours la même histoire. Les policiers seront mobilisés pour la circonstance, et chacun y va de son pronostic. Y a-t-il une justice en France ? Les esprits s'échauffent d'autant plus que l'événement est d'importance. Les journalistes sont sur la brèche, les radios, les télé... Il y a même des rancunes à faire taire, des souvenirs à exhumer, des choses qu'il ne faut pas dire. Eh oui, Marseille sera-t-il le champion de France cette année ?

LEGRAND

## en bref...en bref...

• « Courant alternatif » n°66 vient de paraître. Au sommaire : Sécurité sociale, l'inégalité s'institutionnalise ; Cheminots Longwy-Metz, réflexion après la grève ; Immigration : une citoyenneté pour l'égalité des droits ; Nucléaire : manif européenne à Paris ; et les rubriques habituelles...

• « Courant alternatif » : 15 F le numéro, 140 F les 10 numéros. Pour infos : Egregore, B.P. 1213, 57058 Reims cedex. En vente à la librairie du Monde libertaire.

• L'association Résistance internationale des femmes à la guerre organise jeudi 21 mai, à 20 h 30, à la salle Mozart à Toulon, une conférence diaporama-débat sur le thème : « Guerre nucléaire, fin de l'humanité ? ». Entrée libre.

• Une semaine d'action antimilitariste est organisée à Angoulême du 18 au 23 mai par l'A.R.M.S. et la Maison des peuples et de la paix, à l'Espace Marengo (rue piétonne, Angoulême). Concert, animations, débats, nuit du cinéma, etc. Pour toutes infos : contactez le Nil ou la Maison des peuples et de la paix.

• Christophe Pottier, objecteur inouïs, est passé en procès en appel le 12 mai. Le procès a été finalement reporté au mois de novembre. A suivre...

ÉCOUTEZ  
RADIO-LIBERTAIRE  
89.4 MHZ  
PARIS

PLUSIEURS milliers de manifestants à Paris et dans plusieurs villes de province, la journée du 14 mai a été plus réussie au niveau des manifestations qu'au niveau des débrayages et des grèves. Rappelons que six fédérations syndicales avaient appelé dans la fonction publique à une semaine d'action du 11 au 15 mai sur les questions des salaires, des effectifs, contre le démantèlement des entreprises publiques et pour la défense de la Sécurité sociale.

Occupation  
des espaces vides

Dans cette semaine d'action, le 14 mai devait constituer un « temps fort ». Semaine d'action pâlotte, « temps fort » aux ambitions ridiculement modestes, indiquait le *Monde libertaire* du 30 avril. Et comme on n'occupe jamais aussi bien les espaces que lorsque ce sont des espaces vides, la C.G.T. rééditait sa manœuvre de l'an dernier. Sans s'associer à cette semaine d'action, la centrale d'Henri Krassucki, en choisissant également le 14 mai pour appeler à la défense de la Sécurité sociale, entendait par les grèves et les manifestations occuper le devant de la scène. La C.G.T., dénigrée un peu partout, attaquée par la presse, présentée volontiers comme un squelette fossilisé, n'a pas ménagé ses efforts depuis de longs mois pour, dans un contexte d'isolement (parfois voulu), reconstruire un climat revendicatif.

Après le formidable rassemblement du 22 mars, elle est aujourd'hui en mesure de recueillir les fruits de cet isolement. Il est bien évident qu'elle n'entend les partager qu'avec le seul parti communiste sur le plan politique et avec per-

SÉCURITÉ SOCIALE  
Union, action...  
avec les salariés

(photo Massimo De Blasio)

sonne sur le plan syndical. L'espoir d'un nouveau souffle pour le P.C. ne peut venir que de l'hégémonie de la C.G.T. sur le terrain des luttes qu'elle réactive. Terrain, il faut encore le dénoncer, totalement abandonné par les autres confédérations, partenaires d'une social-démocratie gestionnaire loyale du capitalisme, ou plus simplement obnubilées par des intérêts de boutique, d'adaptation, de reconversion.

La manifestation du 14 mai en a été l'illustration éclatante. Nous ne plaignons certes pas la délégation du Parti socialiste qui s'est faite chahuter, mais l'hostilité à son égard ne soulignait que plus la présence, en parfaite symbiose, de la délégation du P.C. conduite par un Marchais et un Lajoinie visiblement aux anges.

Chahutés ou approuvés, les partis politiques avaient leur place au sein du cortège C.G.T. ; les autres forces syndicales, non ! A Caen, des heurts se sont produits entre mili-

tants C.G.T. et C.F.D.T. A Paris, un « cordon sanitaire » cégétiste maintenait à l'arrière les autres organisations, à la tête desquelles l'union régionale C.F.D.T. Cette structure, une des rares de la centrale d'Edmond Maire à avoir appelé à la grève, avait pourtant choisi de rallier la manifestation cégétiste dans un but unitaire.

Place aux partis  
politiques

Pour les grands stratèges des bureaucraties syndicales, la pro-

chaine manche aura lieu le 23 mai, à moins que d'ici là la C.G.T. appuie à son tour le rassemblement organisé par la Mutualité française et soutenu pour l'instant par la C.F.D.T. et la F.E.N. Mais si la capacité à mobiliser dans la rue est une chose, la capacité à mobiliser dans les entreprises en est une autre.

Si la présence de plusieurs secteurs du privé (Citroën, santé, enseignement privé...) montre un regain de combativité, globalement la grève n'a pas été un succès. C'est la limite des stratégies d'appareils et des luttes d'influence syndicalo-politiques. Empêcher l'application des mesures successives que Séguin introduit à la petite cuillère ne se fera ni par le biais de prétendus états généraux de la Sécurité sociale ni par des manifestations sans lendemain, aussi imposantes soient-elles. C'est de la mobilisation et de l'action au sein même des entreprises que dépend l'avenir de la Sécurité sociale.

Là, l'unité est une condition de plus en plus indispensable à l'action. C'est sur ce terrain-là, celui de la nécessaire unité réalisée à la base, que dépend la mise en échec des stratégies des différentes directions confédérales ; ces stratégies de division sont à haut risque, voire suicidaires pour les salariés et leur système de protection sociale.

Gérard COSTE

Grève de la faim  
à la F.N.A.C. ?

QU'EN est-il du conflit qui dure maintenant depuis plus de deux mois dans les établissements parisiens de la F.N.A.C. ? Après avoir été dur et radical avec l'occupation des magasins et la fermeture des portes durant plusieurs jours à la mi-mars, celui-ci a dû prendre un tour plus « légaliste », la direction générale ayant obligé le personnel gréviste à cesser l'occupation sous peine de poursuites judiciaires (voir M.L. précédents). Rappelons que 90% du personnel avait refusé au cours d'un référendum cette décision de la direction et qu'une pétition réunissant 1 114 signatures (sur 1 700 salariés parisiens) avait été déposée sur les bureaux de la direction générale et de l'inspection du travail.

La décision de cette dernière de refuser le licenciement de Serge Ribet, l'un des deux frères accusés de « malversation » n'a guère empêché la direction générale qui s'était engagée à s'en tenir à cet « arbitrage extérieur impartial et serein » de faire appel auprès du ministère du Travail, repoussant la décision finale de plusieurs mois.

Une conférence de presse a ensuite eu lieu pour expliquer les positions des organisations syndicales et les raisons de la colère du personnel. En effet, après l'ère Essel et l'ère C.O.O.P., la F.N.A.C. est entrée avec la G.M.F. dans une nouvelle phase de son histoire. La concentration du pouvoir au sommet de la hiérarchie qui était apparue après le rachat de la F.N.A.C. par la G.M.F., a eu pour effet d'accroître le fossé entre les décisions prises par un encadrement de plus en plus nombreux et servile et l'ensemble du personnel n'ayant plus qu'à appliquer ces dernières.

Sous la houlette de M. Baron, la F.N.A.C. était devenue la vitrine du groupe G.M.F., le magasin phare que l'on mettait en avant, et qui fai-

sait les feux de l'actualité. Pourtant, côté cour, la dégradation des conditions de travail s'est elle aussi accentuée.

Un reclassement...  
avec pertes

Après la mort de ce dernier, les luttes intestines de pouvoir au sein de la direction générale n'ont guère tardé à faire éclater un conflit qui devait servir d'exemple, l'affaire Ribet n'étant qu'un prétexte pour réduire à néant des organisations syndicales puissantes et mettre au pas les salariés. Les agissements de cette nouvelle direction générale ont été clairs, son respect du personnel aussi.

Celui-ci a dénoncé l'injustice d'une décision disproportionnée qui jetait à la rue deux salariés, sans aucune preuve, pour un simple erreur de procédure... Le dernier coup d'éclat de la direction en ce qui concerne Robert Ribet, le salarié du Forum licencié, a été de lui proposer dans une autre société du groupe G.M.F. un « reclassement » assorti d'une perte de salaire de 40%, l'un des deux emplois proposés étant révélateur de la politique de la F.N.A.C. en matière d'aménagement du temps de travail : du mercredi au dimanche inclus, de 10 h à 20 h...

Devant un tel acharnement, Robert Ribet, qui estime ne plus rien avoir à perdre et surtout rien avoir à quémander à de si odieux individus, devait donc entamer une grève de la faim en début de semaine en vue de sa réintégration. Cette décision grave est hélas ! trop souvent occultée par les médias. Espérons que l'agitation d'un grand nombre de salariés qui refuse toujours ces licenciements fera reculer les dirigeants sans scrupules de la F.N.A.C.

C. BERNERI

## DOMINIQUE LESTRAT

## Des licenciements à répétition

C'EST l'histoire d'un teigneux sympathique qu'une nouvelle fois nous allons devoir vous raconter. Dominique Lestrat, vous connaissez ? C'est ce militant de la Fédération anarchiste qui, 47 jours durant, mena une grève de la faim à la fin du printemps 1984 afin d'être réintégré à la suite d'un licenciement abusif du Centre hospitalier de Prémontre.

Ce fut à l'époque l'occasion d'une vaste campagne de soutien qui déboucha sur une victoire, puisque Dominique fut réintégré le 10 juillet 1985. Pas de chance, le 19 du même mois, il fut à nouveau licencié. Une charette d'auxiliaires et, ironie du sort, il est dedans. Le tribunal administratif fut alors saisi

et le 24 mars de cette année, il vient de décider la réintégration de Dominique Lestrat à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1985. Tout alors était, semble-t-il, réglé.

Voilà pour les faits. Quant aux motifs pour lesquels Dominique a été licencié, c'est simplement pour s'être opposé à la « casse » du service des docteurs Cadoret et Zagoun, service de psychiatrie infanto-juvénile considéré comme progressiste. C'est donc de la manière la plus sereine que Dominique Lestrat aurait dû réintégrer son service et s'occuper des enfants malades en mars dernier.

Il semble toutefois que la décision du tribunal administratif n'ait pas plu à l'Imbert (directeur du centre hospitalier de Prémontre) car

Jamais deux...  
sans trois !

celui-ci a entamé à l'encontre de notre camarade une troisième tentative de licenciement. Il lui est reproché cette fois-ci d'avoir diffusé par tract diffusé sur la voie publique le directeur du centre, faits d'ailleurs établis par le Tribunal de grande instance de Laon le 21 juillet 1986 et pour lesquels Dominique fut condamné à 3 000 francs d'amende.

En résumé donc : avril 1984, premier licenciement ; après 47 jours de grève de la faim, Dominique est réintégré le 10 juillet de l'année suivante. Le 19 juillet 1985 : deuxième licenciement. Le 24 mars 1987, le tribunal administratif décide la réintégration de Dominique avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 1985. Entre-temps : condamnation de Dominique pour diffamation envers Georges Imbert pour tracts diffusés en juillet 1986, époque à laquelle le tribunal n'avait pas encore décidé la réintégration. Mais Imbert considère que ladite réintégration ayant pris effet en septembre 1985, la diffusion de tracts ayant eu lieu en juillet 1986 constitue une faute professionnelle et justifie ainsi le troisième licenciement.

A l'heure actuelle, notre camarade parle d'une nouvelle grève de la faim ! Affaire à suivre, donc.

J.-P. Gô



D. Lestrat (photo Lue Delahaye)

La Confédération nationale du travail française a célébré à Paris son XXII<sup>e</sup> congrès les 8, 9 et 10 mai. Dix-sept syndicats mandatés étaient représentés. Les principales corporations présentes étaient les P.T.T., le bâtiment, la métallurgie, l'éducation, la santé... Des syndicats nouvellement créés, comme le syndicat des transports et celui de l'énergie, étaient venus en tant qu'observateurs. Au total, plus de soixante délégués se sont donc réunis.

Les différentes sections de l'A.I.T. ont envoyé un message de salutation. Trois représentants de la F.A.U., section de l'A.I.T. en R.F.A., ont assisté au congrès. Les



villes représentées étaient les suivantes : Tours, Le Havre, Bordeaux, Toulouse, Sète, Paris, Vierzon, Plaisir, Périgueux, Choisy, Lyon, Marseille, Le Mans.

#### L'évolution de la C.N.T.F.

La richesse des débats a montré l'évolution, tant qualitative que quantitative, de la C.N.T.F. Nous avons abordé et débattu de la stratégie syndicale à adopter — de ce qu'il fallait faire par rapport aux organismes représentatifs — et de la réduction du temps de travail, des élections prud'homales et du désarmement. Nous ne pouvons pas tout aborder ici et nous nous contenterons donc de parler des points les plus importants.

En ce qui concerne la stratégie syndicale et la participation, ou la non-participation, aux structures représentatives du personnel, les contributions envoyées pour prépa-

rer le congrès laissent présager de la densité du débat et nous n'avons pas été déçus. Les militants de la C.N.T.F. sont conscients de la faiblesse de leur organisation. Ne pouvant intervenir partout et sur tout, nous préférons donc nous servir de nos buts, même s'ils paraissent lointains, comme des guides essentiels de notre action quotidienne, et nous limiter à des objectifs restreints. Il nous faut renforcer un courant

d'opinion anarcho-syndicaliste, et pour cela nous devons élargir et consolider nos noyaux militants, notamment par des groupes travaillant dans les entreprises.

D'autre part il y a, à l'intérieur et à l'extérieur de la C.N.T.F., un désir évident de « réarmement idéologique ». Au travers du *Combat syndicaliste*, de rencontres et de débats, nous devons poursuivre ce but. Il nous faut impulser des mouvements qui, de plus en plus souvent, remettent en cause les modes de fonctionnement syndicaux traditionnels. Ces quelques réflexions montrent le ton du débat lors du congrès.

En ce qui concerne la participation aux structures de représentation du personnel, voici un extrait de la motion adoptée :

« Le XXII<sup>e</sup> congrès réaffirme la condamnation par la C.N.T.F. de tous les organes de collaboration de classe, aussi bien dans les secteurs

## SYNDICAT

# La C.N.T.F. en congrès

publics que privés. Cependant, comme le XX<sup>e</sup> congrès avait admis, dans le secteur privé, une adaptation tactique de ces principes afin de permettre aux syndicats de développer leur stratégie, il admet que, ponctuellement, sous la responsabilité des syndicats et unions locales, les syndicats de la fonction publique puissent utiliser le moyen électoral pour faire respecter leur droit.

« Le XXII<sup>e</sup> congrès met cependant en garde les syndicats et unions locales s'engageant dans cette voie sur les risques de dérapage qui peuvent en résulter, et, en tout état de cause, charge les différentes structures de l'organisation, et, particulièrement les congrès futurs, de veiller au respect des principes de la C.N.T.F. ».

#### Thèmes de lutte

Le thème de la protection sociale a aussi été abordé. Les congressistes ont été d'accord pour considérer cette lutte comme un enjeu primordial. Si les revendications de la C.N.T.F. rejoignent globalement, une fois n'est pas coutume, celles des autres centrales syndicales, elle compte s'exprimer sur le sujet. Malgré l'urgence de la situation et les convergences, les grandes centrales par esprit de chapelle, par soucis électoralistes, n'ont pas réussi à dépasser leurs clivages pour aboutir à l'unité d'action. Le congrès a appelé à l'union des travailleurs et de leurs organisations pour faire échec au projet de démantèlement de la Sécurité sociale.

Sur la question des prud'hommes, la C.N.T.F. est rodée. La C.N.T.F. appellera comme pour les élections antérieures au boycott, compte tenu de la nature de cette structure paritaire. Les travailleurs, qui ont pu y goûter, ont pu se rendre compte de l'arbitraire des jugements où même le droit édicté par notre société de classes n'est pas respecté. Malgré tout, quand c'est le seul moyen qui reste, la C.N.T.F. peut aider, pour le côté technique, des travailleurs à y avoir recours.

Pour la C.N.T., la réduction du temps de travail est une nécessité

sociale et économique, et une transformation de la société passe à l'évidence par la réduction du temps de travail. La réduction du temps de travail doit se faire sans diminution de salaire. En ce qui concerne l'individualisation des horaires, la C.N.T. met en garde contre les pièges qu'elle comporte malgré la séduction dont elle peut se couvrir.

La C.N.T.F., faut-il le rappeler, est la section française de l'A.I.T. (Association internationale des travailleurs). Cette adhésion à une internationale ne se résume pas à un symbole et, lors des derniers mouvements, les différentes sections de l'A.I.T. ont activement manifesté leur solidarité en envoyant un soutien financier. L'A.I.T. a montré qu'elle fonctionnait et elle semble même retrouver de nouvelles forces.

Dans la droite ligne de cette volonté de dépasser les frontières car les travailleurs n'ont pas de patrie, la C.N.T. s'affirme résolu-

ment antimilitariste et une motion sur le désarmement a été votée. Elle vient compléter tout ce qu'a pu déjà dire la C.N.T. sur le sujet. Pour nous, il ne peut y avoir de syndicalisme sans antimilitarisme.

Ce dernier congrès n'a pas fait dans le triomphalisme, loin s'en faut, car la situation financière pourrait être meilleure, entre autres pour le *Combat syndicaliste* (1), journal de la C.N.T. Cependant, nous avons pu constater que la C.N.T. avait le vent en poupe. Si la C.N.T. bouge, c'est que des gens s'investissent. Des militants, venant d'horizons différents, ont passé le cap de la curiosité et ont adhéré à la C.N.T. Malgré les handicaps énormes que nous avons à surmonter, et dont nous sommes conscients, nous ne pensons pas qu'il s'agisse là d'une poussée de fièvre. Tranquillement, mais avec ténacité, nous comptons bien le prouver et la C.N.T. n'a pas fini de faire parler d'elle.

ALAIN

(Syndicat des transports, Paris)

(1) En vente à la librairie du Monde libertaire.



## Quand le travail aura disparu...

DES économistes, des sociologues, des universitaires produisent ces derniers temps des travaux très sérieux sur la disparition possible du travail productif, alors même que beaucoup d'entre nous n'auront pas atteint l'âge de la retraite. Que le chômage disparaisse, parce que vidé de son contenu, en devenant une situation généralisée cela mérite que l'on s'y prépare.

C'est à quoi nous invite David Macarov, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem (voir à ce sujet son article publié dans la *Revue internationale du travail*, n°6, vol. 124). Les conséquences sociales d'une telle situation sont inquiétantes, et nous ne le rejoindrons pas dans ses rêves de bonheur et de créativité dans cette société bientôt débarrassée du travail, si les conditions politiques ne changent pas.

Que cela ne nous empêche pas d'examiner, avec attention, la montée inexorable des nouvelles technologies. Bien sûr, prévoir l'avenir de nos sociétés occidentales comporte toujours un risque d'erreur, mais il n'est pas interdit d'extrapoler des tendances existantes.

#### Le bilan de l'existant

Tout le monde sait que depuis 150 ans, la productivité par personne ne cesse de s'accroître. La raison principale est l'utilisation abondante des technologies de pointe. A contrario, la vétusté du matériel freine cette croissance. Au XX<sup>e</sup> siècle, la productivité en Europe a été multipliée par cinq.

Mais la technologie de pointe a aussi largement contribué à la diminution de la durée du travail. Depuis un siècle, la durée annuelle du temps libre des travailleurs a été multipliée par cinq, elle aussi. Aux Etats-Unis, en 1900, on travaillait (à la production) 53 heures par semaine. Soixante-dix-neuf ans plus tard, la moyenne est de 35 heures et demie. La moyenne des jours fériés augmente, les jeunes sont actifs plus tardivement et les retraités sont plus jeu-

nes. Cette réduction massive du temps de travail n'empêche pas la montée irréversible du chômage.

Il faut bien croire que « les trente glorieuses » ne sont qu'un accident historique, qu'une brève parenthèse. La norme est bien, de tous temps, une présence continue du chômage. A cet égard, nous sommes bien sortis de la crise. Nous sommes revenus à un « niveau naturel » de chômage. Une crise de 13 ans n'est plus une crise, sa fonction a été de mettre fin aux années d'expansion pour retrouver les lois les plus dures du capitalisme.

Le chômage augmente ainsi sans qu'il puisse y avoir de solution miracle. Les seules recettes s'appliquent à escamoter un nombre toujours plus grand de demandeurs d'emploi des listes de l'A.N.P.E. Ne parlons pas, non plus, des travailleurs parfaitement inutiles à la production, que l'on préfère encore salarier plutôt que de susciter un conflit social. Côté salariés, les illusions se sont perdues sur la valeur effective de son travail. Personne ne se crève plus à son poste, on utilise son temps de travail à des occupations bien plus passionnantes.

#### Quelle évolution ?

Malgré l'augmentation du chômage, le désinvestissement productif, le travail inutile, la productivité bat tous les records. Il faut donc bien considérer le formidable bénéfice technologique pour équilibrer la balance. Aucune extrapolation ne laisse supposer un renversement de tendance, bien au contraire. G.-O. Mensch prévoit, par exemple, qu'environ 60% des produits industriels actuels seront remplacés avant 15 ans par des produits non encore élaborés.

Les nouveaux produits, quelque soit leur type, seront fabriqués avec toujours moins de manœuvre et toujours plus d'automatismes et de robotisation. Dans les secteurs qui laissent augurer une stagnation du chômage (comme les services sociaux), il s'agira d'offres d'emplois subalternes, déqualifiés, « des emplois rebutants et sans avenir » (H. Gans). W. Leontief, prix Nobel d'économie, estime quant à

lui à environ 20 millions les emplois supprimés à cause de l'introduction des nouvelles technologies aux Etats-Unis, dans les 15 ans à venir. Le rythme de l'évolution s'accélère toujours...

Une telle évolution a des conséquences fondamentales sur l'emploi. On suppose que dans 15 ou 20 ans, le taux de chômage sera de 25 à 40%. Dans ces conditions, des propositions aussi discutées que le partage du travail entre tous et la réduction du temps de travail ne s'attaquent pas aux causes profondes de la diminution de l'emploi. Cela ne peut que favoriser la parcellisation à outrance du travail, augmentant du même coup les charges pour les entreprises.

C'est donc le règne de la coexistence d'une minorité d'emplois de haut niveau bien rétribués, avec une majorité d'emplois routiniers, à rotation élevée et peu payés.

Finalement, que 10% des travailleurs produisent 90% de la production totale n'est peut-être pas déplaisant. Ce qui est inquiétant, c'est le traitement social de l'affaire. Qui voudra nourrir autant de bouches inutiles ? L'idée du versement d'un minimum décent dérogé de la production (pour ne pas exiger tout, tout de suite !) n'est pas prête de se réaliser. Il va falloir pousser à la roue.

Des obstacles sociologiques sont aussi à vaincre. Dans notre société, où les normes et les valeurs se sauvent, paraît-il, plus vite que le lait de la casserole, il nous reste notre travail comme source d'identité sociale. Nous avons reçu dans notre héritage collectif la prégnance du travail comme valeur centrale. Les chômeurs le savent bien puisque, ravalés au rang de sous-hommes, ils se battent pour la dignité.

Hors de notre vie professionnelle, nous ne savons plus être quelqu'un, nous ne pouvons plus être une personne autonome qui a une valeur à faire reconnaître et à échanger. Puisqu'il nous faut toujours « gagner notre pain à la sueur de notre front », les vacances à perpétuité vont être douloureuses... au début.

MARC (Gr. de Rennes)

## PROCÈS DE LYON

## De Barbie à Le Pen... la France collabeauf

« **L**A mégalomanie et l'ambition personnelle ont amené M. Adolf Hitler à la place qu'il occupe (...) Il dénature tous les faits (...) Ne soyez pas dupes : Hitler est un démagogue et il ne s'appuie que sur son talent d'orateur. Il croit ainsi pouvoir induire en erreur le peuple allemand et surtout vous faire accroire des choses qui sont le contraire de la vérité ».

Cette citation, tirée d'un tract écrit par Julius Streicher et Anton Drexler et édité à Nuremberg en 1921, est extraite d'un livre aujourd'hui introuvable qui s'intitule *Le peuple allemand accusé*, et qui a été publié à Paris en 1938, avec une préface de l'écrivain Romain Rolland. Ce livre se voulait un « appel à la conscience du monde » et dénonçait les crimes qu'Hitler arrivait « démocratiquement » au pouvoir était en train de commettre en Allemagne.

## La démagogie

Cette petite phrase sur la démagogie d'Hitler est encore toute d'actualité, puisque la peste brune s'étale ces jours derniers à la une de la presse. Deux dignes représentants de l'esprit totalitaire, deux authentiques fascistes font en ce moment parler d'eux.

Le premier, Klaus Barbie, ancien membre du Parti national-socialiste (nazi) d'Adolf Hitler, passe actuellement devant les juges du tribunal de Lyon, pour y être jugé des crimes contre l'humanité qu'il a commis pendant l'occupation de la France par les hordes policières et militaires du régime nazi.

Le deuxième, Jean-Marie Le Pen, chef du Front national, « Jeanne d'Arc » de l'extrême droite, mène sa campagne pour les prochaines élections présidentielles. Celui qu'on veut faire passer pour respectable se propose de chasser les immigrés (en particulier ceux d'origine arabe) de notre pays, et parle d'ouvrir des « sidatoriums » pour y enfermer les personnes atteintes du S.I.D.A.

Si M. Le Pen ne s'affirme pas nazi, pas plus qu'il ne revendique l'étiquette de « fasciste », il faut bien remarquer le parallèle troublant qui existe entre ce que furent les idées du parti d'Hitler et ce que

sont aujourd'hui celles du Front national. Ne serait-ce que le rappel par Le Pen des valeurs « Travail, Famille, Patrie », qui furent les bases du programme du régime collaborationniste de Vichy.

## Hier, c'était le juif aujourd'hui...

Alors que Klaus Barbie est dans le box des accusés, M. Le Pen est partout et cloue au pilori ses ennemis. Michel Polac vient de se faire taxer de « hyène puante dont les effluves empestent les écrans ». Michel Polac a à peine répondu. C'est vrai que c'est plutôt un honneur de se faire insulter par Le Pen.

A propos du mot de Le Pen sur Polac, Serge July rappelle dans son éditorial de *Libération* du 12 mai que « la puanteur est une spécialité des auteurs antisémites de Drumont à Brasillach. La puanteur désigne toujours le "juif", c'est même selon cette littérature de l'abjection son signe distinctif, le moyen indiscutable de le reconnaître. Hier c'était le juif, aujourd'hui la même odeur, si l'on suit Le Pen et ses partisans, permet également d'identifier sans la moindre confusion l'immigré maghrébin et africain ».

La presse du mardi 12 mai parle longuement du premier jour du procès de Klaus Barbie... et c'est aussi Le Pen que l'on retrouve, ici ou là, à la une de l'actualité. Notamment à propos de ses dernières déclarations sur le S.I.D.A. Sous le titre *Les apparentements terribles*, Serge July écrit encore dans son éditorial : « Sidatique et sidatoriums, voilà deux mots dont le nombre de syllabes et les sonorités convoquent une mémoire qui est justement au centre du procès intenté à Klaus Barbie. Mais c'est de toute évidence parce qu'on a l'esprit mal tourné, nous rétorquera Le Pen, si quand on dit sidatique on entend judaïques et crématoriums, lorsqu'on évoque les sidatoriums ».

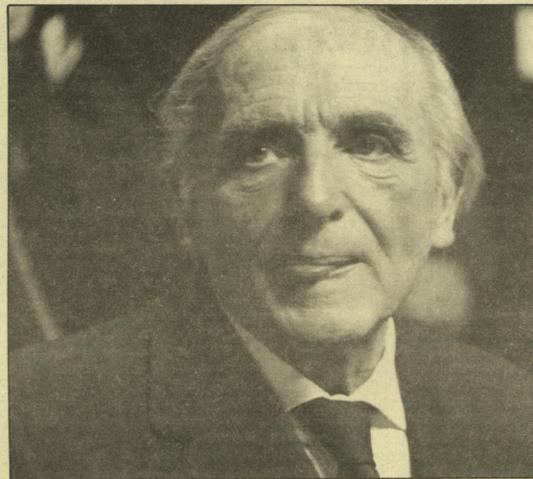
Pourtant si les déclarations de Le Pen n'émeuvent pas l'ensemble de la presse (lire à ce sujet la presse de droite), Barbie, lui, fait l'unanimité contre ses crimes et ses idées. Cela provoque dans *Témoignage Chrétien* (du 11 au 17 mai) l'étonnement de l'éditorialiste Georges Montaron, qui écrit : « Quand Klaus Barbie sévissait à Lyon, qui dénonçait

ses crimes ? Nous n'étions qu'une poignée. Les autorités officielles se taisaient. Les journaux dénonçaient les terroristes (pas Barbie et ses sbires, mais les résistants).

« Et la grande masse se voilait la face en s'abritant à l'ombre de Pétain. Et voici qu'aujourd'hui, ils sont des centaines de milliers à hurler : "Sus à Barbie !" ». Nous connaissons même des hommes de presse qui, sous l'Occupation, participaient à la chasse aux juifs et qui, aujourd'hui, dans les colonnes

de leurs journaux, sont au premier rang pour dénoncer Barbie et ses crimes.

« Ils ne sont pas les seuls. Il y a des politiciens. D'anciens patrons de la Sûreté et des policiers qui raffaient les juifs dans le Marais à Paris, des gendarmes qui les gardaient à Drancy et qui maintenant hurlent le plus fort. Sans doute pour faire oublier ce qu'eux-mêmes, ou leurs aînés, firent au temps de l'Occupation ».



## Le fascisme n'est pas mort !

Dans *France-Soir*, Barbie est comparé à « Nosferatu le vampire, personnage fantastique du cinéaste Murnau » et dans un article, Jean Brigueux explique que le « dessin » de la défense est de « salir la Résistance » et « tenter de persuader que la trahison régnait partout dans les rangs des Français ». Décidément ce procès fait peur à beaucoup de Français... Et Alain Duhamel de s'interroger dans *Le Parisien* sur la « très perverse démarche intellectuelle de M<sup>e</sup> Jacques Vergès ».

*Minute*, l'hebdo de la peste brune, a mis dans son numéro du 7 au 13 mai Barbie et Le Pen à la une. Dans un long dossier, intitulé « La

bombe Barbie », André Figueiras écrit notamment cette petite chose assez trouble : « Afin que certaines équivoques, ou certains doutes (Figueiras fait allusion à un complot communiste), n'en parsèment point le déroulement on a décidé de ne retenir contre l'accusé — à l'exclusion de ce qui serait "crime de guerre" comme, entre autres, l'arrestation de Jean Moulin — que ce que l'on baptise pour les besoins de la cause (...) des "crimes contre l'humanité". Cette "humanité" (Figueiras insiste sur les guillemets) en l'occurrence, et de manière assez maladroite, n'étant ici représentée que par des juifs... » Ça ne vous rappelle rien ?

*Minute* ne s'éternise pas sur la volonté de Vergès de parler des crimes commis pendant les guerres coloniales... Plus loin, toujours dans le même hebdo, on peut lire ceci : « Le communiste Henri Alleg, auteur de La question, sur la torture en Algérie, reprend du service en fondant l'Amicale des combattants de la Cause anticoloniale. Toujours du côté de l'ami-France. » Ah !

Si le procès Barbie doit servir à quelque chose, c'est d'abord à être un instrument de dénonciation des fascismes et de l'intolérance. Il ne faut oublier que la peste brune n'est pas morte. Elle se prépare aujourd'hui avec de nouveaux uniformes à réapparaître et à imposer son totalitarisme.

Comme l'écrivain en 1974 l'écrivain Max-Pol Fouchet : « La Résistance, ce n'est pas de l'histoire, du passé, de l'enfui. Le fascisme d'Hitler, de Mussolini, de leurs semblables, a été, grâce à des sacrifices et des luttes cruelles, abattu. Mais le fascisme en lui-même n'est pas mort. La Résistance est d'aujourd'hui comme d'hier. Elle est de toujours. Contre le fascisme, elle appelle aux combats. » Contre les Barbie et les Le Pen, contre la France « collabeauf », contre la peste, l'honneur des anarchistes, notre devoir est de lutter et de résister.

DIOGÈNE

## Barbie, défenseur du « monde libre »



La France n'a pas chassé en temps et en heure ses propres démons pour que les séances d'exorcisme de Lyon puissent apporter quel que soit de nouveau sur la question du totalitarisme et de ses mécanismes. Bien au contraire... Car le nazisme est devenu une référence absolue en matière de barbarie politique et guerrière ; référence qui tend à minimiser et à rendre acceptable les ignominies commises depuis 1945 par tous les régimes, y compris les démocraties.

Qui se souvient des massacres d'Indonésie (600 000 morts), commis sous l'œil bienveillant des Etats-Unis, dans les années 60 ? Le million de morts de la guerre d'Algérie n'était-il que le résultat d'un simple « maintien de l'ordre en département d'outre-mer » ? Les frontières de l'horreur sont bien moins dessinées qu'on voudrait le faire croire. A preuve le manque d'intérêt de la cour, des parties civiles et des avocats de Lyon pour le « travail » effectué par Klaus Barbie depuis la capitulation du III<sup>e</sup> Reich.

La justice française recherchait Barbie depuis le 31 août 1945. Celui-ci avait été condamné à mort par contumace pour les crimes commis alors qu'officier S.S. il s'affairait à traquer, fusiller, déporter juifs et résistants. Seulement voilà, après l'effondrement de l'Allemagne, Barbie a été récupéré (comme des centaines d'autres officiers nazis) par les services secrets américains. Installé comme « commerçant » à Munich, protégé, il servira cette fois-ci la « bonne cause » occidentale puisque le communisme est devenu aux yeux des Etats-Unis le nouveau péril qui menaçait le « monde libre ».

Barbie utile, sérieux, mérite mieux que son travail d'informateur. On le retrouve en Bolivie en 1961. Sa présence n'est pas due au tourisme : le B.N.D. (services secrets allemands) et la C.I.A. sont ses employeurs. Rapidement il entre au service du ministre de l'Intérieur, le colonel Luis Arce Gomez, qui dirige une répression constante et sanglante contre la

population bolivienne, tout en contrôlant l'intégralité des exportations de cocaïne produite dans le pays.

## Un spécialiste de l'ordre

Barbie entretient aussi d'étroits rapports avec les responsables locaux d'Interpol et peut donc avoir accès aux documents et informations émanant de l'internationale policière ou lancer éventuellement des demandes de renseignements ou des avis de recherches (!). De nouveau, l'ex-boucher de Lyon » fait du zèle. Il fonde les « Fiancières de la mort » (escadrons de la mort boliviens) et forme — parallèlement aux instructeurs américains — les policiers et militaires locaux aux techniques de la torture, aux exécutions sommaires et à tout ce qui constitue la panoplie sanglante des dictatures qui se respectent.

Ces pratiques sont de règle et les Etats-Unis, qui financent et forment les tortionnaires, ne trouvent rien à y redire, loin de là. Pendant de longues années, Barbie continuera donc l'œuvre de mort qu'il avait commencée aux ordres de Hitler, dans sa jeunesse. Au service de plusieurs dictateurs, il achèvera sa sinistre carrière en 1983 (deux ans auparavant, le régime militaire s'est effondré).

Enlevé, séquestré, il est expédié vers la France (contre armes et argent) qui, aujourd'hui, entend le juger. De nombreuses questions sont posées... parmi d'autres, celle-ci : Klaus Barbie n'est-il pas le modèle du policier, du militaire, du serviteur zélé dont les pouvoirs quels qu'ils soient ont besoin pour asseoir leur existence ? Klaus Barbie à Lyon, n'est-ce pas Massu à Alger ou Westmorland à Hué ? Et le sourire qu'il affiche, écoeurant, n'est-ce pas tout simplement celui qu'affichent tous les fonctionnaires de la mort au service des Etats, une fois leur besogne accomplie ?

LUCIANO

« L'Événement du jeudi » est un hebdomadaire peu enclin d'ordinaire à parler du mouvement libertaire. Dans un article publié dans son numéro du 7 au 13 mai, intitulé « Les athées visités par le Diable », il fait pourtant référence à la Fédération anarchiste sous la plume de Martine Gozlan. Il est vrai que c'est pour réaliser un amalgame patent entre notre organisation et le sinistre Faurisson.

Faurisson ayant adhéré récemment à l'Union des athées, groupement avec lequel nous n'entretenons aucune relation organisationnelle, l'article vient y mêler la Libre Pensée (les incroyants ayant sans doute toute partie liée avec le diable), où là l'enquêteur trouve trace

de de la Fédération anarchiste (1). Plus loin, citant Rassinier, elle rappellera qu'il fut et le maître à penser de Faurisson et adhérent à la Fédération anarchiste. Usant du même procédé, il serait tout aussi aisé de ne rappeler que le passé de militant socialiste de Rassinier et son élection comme député S.F.I.O., l'adhésion de Jospin à la Libre Pensée... on voit le ridicule de ce genre de méthodes.

Aisé, ridicule et déshonorant. Nous déplorons que « L'Événement du jeudi » s'y soit laissé aller. Bien que n'étant pas journalistes éclairés d'un code de déontologie professionnelle, nous n'en déduisons pas pour autant que Louis Pauwels soit le maître à penser de certaine collaboratrice de J.-F. Kahn.

Combattre pour l'émancipation sociale est peut-être un péché et notre athéisme, s'il signifie notre hostilité à toutes les églises, chapelles, temples, synagogues et mosquées diverses et variées (là où l'irrationnel se conjugue avec l'intolérance), est aussi une éthique et une exigence morale. Et puisqu'on reparle de Rassinier, l'article de Maurice Joyeux situe la démarche et l'itinéraire de cet homme, dans le contexte et à l'époque où il fut adhérent à la Fédération anarchiste.

Comité de rédaction

(1) Il faut peut-être lui signaler que la Fédération anarchiste siège au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Le cas des camps de concentration, du travail forcé et de la déportation ne peut être examiné que sur le plan humain et dans le cadre de la définition des rapports de l'Etat et de l'individu. Dans tous les pays, les camps existent en puissance ou sont là, qui changent de clientèle au hasard des circonstances et au gré des événements. Tous les hommes en sont menacés, partout, et pour ceux qui y sont présentement enfermés, il n'y a pas de chance d'en sortir que dans la mesure où ceux qui n'y sont pas, sont destinés à y entrer.

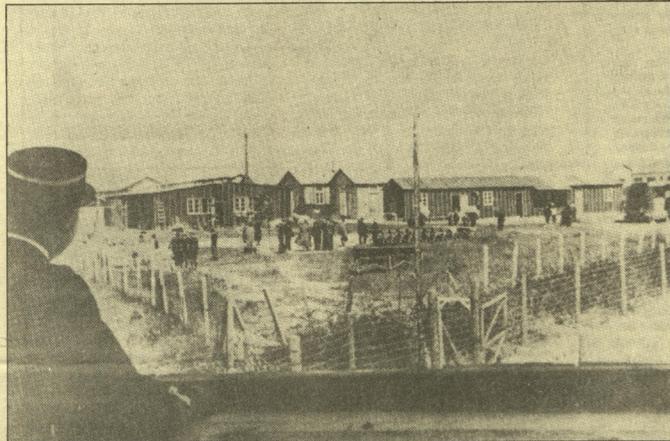
Paul Rassinier, 17.02.1950  
(in « Le Libertaire »)

Le se déroule en ce moment à Lyon un procès à grand spectacle, celui d'un abominable salaud, Barbie ! Un procès comme les autres, allais-je écrire ! Des Barbie il y en a eu partout, de tous les camps, de toutes les confessions, de tous les temps et seules les circonstances font qu'on est patriote lorsque, lieutenant, on torture en Algérie et une abominable fripouille lorsqu'on torture à Montluc !

### Le procès d'une société !

Procès à grand spectacle, procès de la torture, procès de la bestialité... Procès d'une société qui, lorsque la relative tranquillité qu'assure la démocratie n'est plus possible, a recours au fascisme avec au bout du chemin la guerre, des vainqueurs et des vaincus, Montluc, la torture et l'extermination, avec comme corollaire la victoire des « justes » et la punition des « méchants » dans le livre d'histoire des enfants.

Jaurès disait que le capitalisme de son temps portait la guerre comme la nuée portait l'orage. Depuis, des progrès ont été accomplis et aujourd'hui le système basé sur l'autorité (et quels que soient les mots der-



Le camp de Pithiviers, première étape...

rière lesquels il se camoufle) porte la torture et le crime comme l'apache porte le surin !

Pour la période que fait revivre ce procès, le Montluc du fascisme allemand n'efface pas le Chateaubriant du fascisme français, Jean Moulin n'efface par Pierre Timbaut (1). Alors la barbarie est partout. Oui, je sais, on ergote sur les méthodes, mais les méthodes ne sont pas la marque spécifique d'une société mais la riposte au péril qu'elle court. Dans ces périodes, le coupable c'est l'autre !

### Souvenirs des camps

Parmi tout le fatras littéraire que ce procès produit, un nom apparaît quelques fois, celui de Paul Rassinier, un titre remonte à la surface, celui d'un livre : *Le mensonge d'Ulysse*.

Les hommes de ma génération, ceux surtout qui comme moi eurent la chance d'échapper à la déportation en Allemagne, d'accomplir leur prison en France et d'être libérés à la fin de l'année 1944, se souviennent... « Ils reviennent ! », hurlaient les foules. Nous les avons vus aux actualités cinématographiques, en première page des journaux, parfois dans la rue. Visages de cauchemard, flottant dans leurs pyjamas rayés, le corps décharné ! Ils ont écrit, ils ont parlé...

Disons que trop souvent, on a écrit et on a parlé pour eux. Il faut se souvenir de l'émotion que soulevait tout ce qui relevait de la déportation. Leur misère devint alors une affiche publicitaire pour les politiciens. Parmi ceux-ci, les communistes... Les communistes qui s'instituaient « le parti des 75 000 fusillés », et il est vrai qu'ils avaient payé un lourd tribut, accaparaient tout ce qui, de près ou de loin, se réclamait de la Résistance.

Les intellectuels « croix de bois, croix de fer », même si la plupart n'étaient pas communistes, emboîtaient allégrement le pas de « ceux qui avaient fait de la résistance ». Et on le comprend, car la presse et les revues du parti étaient nombreuses. Les autres ? Ils ne voulaient pas manquer l'occasion de faire connaître au peuple les œuvres majeures qu'ils avaient écrites et qu'aujourd'hui tout le monde a oubliées.

### Qui était Paul Rassinier ?

Pourtant, certains résistèrent à cette chienlit ! Paul Rassinier fut de ceux-là. Il avait été à Buchenwald, puis à Dora. Il

déclara de dire toute la vérité... rien que la vérité. L'imprudent ! Les charognards le guettaient.

J'ai bien connu Paul Rassinier, nous avons été amis, même si sur les problèmes politiques nos jugements furent parfois différents. Rassinier venait du Parti socialiste. Il avait été secrétaire de la section de Belfort, arrêté par la Gestapo, torturé puis envoyé à Buchenwald. A la Libération, il sera un temps député socialiste. En 1948, il écrit *Passage de la ligne*, puis *Le mensonge d'Ulysse* où il va s'efforcer de dire une vérité qu'on n'a pas besoin de forcer pour qu'elle apparaisse dans toute son horreur. Ce livre ne se résume pas, il faut le lire. Pourtant il va déchaîner contre lui la fureur des politiciens pour lesquels la déportation et les camps

## A PROPOS DU PROCÈS BARBIE

# Parlons un peu de Paul Rassinier

sont chassés gardée. Exclu du Parti socialiste, il va rejoindre la Fédération anarchiste.

Au *Mensonge d'Ulysse* vont succéder un certain nombre d'ouvrages, dont *Ulysse trahi par les siens*. Et curieusement ces ouvrages qui n'attendent en rien la barbarie nazie vont être rejetés par le « résistancialisme » électoral et salués par un certain nombre d'écrivains d'extrême droite qui y trouveront matière à mettre en cause les écrits « officiels » sur la déportation.

Ce rejet se manifestera jusque dans nos rangs où certains ne lui pardonnent pas ses origines politiques. Chez nous, il ne sera jamais à l'aise et lorsqu'il s'éloignera la séparation se fera sans accroc. Ce qui ne l'empêchera pas de conserver des relations amicales avec un certain nombre de militants dont Lecoin, Louvet, Prudhommeaux et quelques autres. Pour ma part, je n'ai jamais mis en question le *Mensonge d'Ulysse* que je considère comme le meilleur, le plus mesuré et, par sa nature même, le plus crédible de tous les livres écrits sur les camps de la mort.

### Ils sont morts...

Les problèmes que pose le *Mensonge d'Ulysse* ne sont pas encore résolus et le procès Barbie relance la discussion. Des milliers d'hommes sont morts de misère, squelettes décharnés voués, pour les uns, à la chambre à gaz et pour d'autres au crématoire. Les chiffres qu'on se jette à la face n'y font rien et les mots manquent pour décrire leur calvaire, ces derniers instants où la chair se révolte et où l'esprit s'égare.

Et il est vrai que nous ne savions rien ! Tant de bestialité était inimaginable. Et nous ne savons encore rien du dernier instant, sinon que par les ornements dont l'imagination peut l'habiller.

« A Buchenwald, on n'a gazé que des poux », disait un imbécile. En vérité des millions d'hommes de toutes races, de toutes nationalités, de toutes confessions ont disparu. De quelle manière ? On en discutera encore longtemps ; aussi longtemps qu'il existera des politiciens ayant intérêt à battre monnaie sur des cadavres. Mais quelle qu'en soit la manière, ils sont morts !

Là-bas, à Lyon, un gagne-petit de l'atrocité dispute ce qui lui reste de temps à vivre à une justice effarouchée par le tapage fait autour du procès. Regardez-le ! C'est un vieux monsieur à qui on donnerait le Bon Dieu sans confession. Il a fait son métier et son métier consistait à faire parler des hommes en les torturant, avant de les envoyer *ad patres* au crématoire. Des Barbie, il en existe partout avec dans les yeux le sourire de l'innocence, étonnés qu'on puisse faire des histoires pour les tâches de sang qui salissent leurs mains qu'ils n'ont pas eu le temps de nettoyer.

Mais il n'existe pas que des Barbie. Il existe des livres, comme le *Mensonge d'Ulysse*, écrit par des écrivains comme Paul Rassinier qui nous apprennent que la pourriture n'a pas gagné tout le corps social et que ça vaut la peine de lutter pour que l'homme atteigne enfin une autre dimension.

Maurice JOYEUX

(1) Pierre Timbaut, ouvrier métallurgiste, militant à la C.G.T.U. et au parti communiste, fusillé par les fascistes à Chateaubriant.



Monsieur J.-F. Kahn,

Dans le numéro de *L'Événement du jeudi* du 7 au 13 mai, dans un article intitulé « Les athées visités par le Diable », vous trouvez moyen de citer à deux reprises la Fédération anarchiste dans des termes équivoques. Nous tenons à préciser d'une part que la Fédération anarchiste n'a jamais eu de « fanion pourpre » et qu'à plus forte raison ceci ne pourrait se trouver dans les locaux de la Libre Pensée, comme l'auteur de l'article en question se plaît à l'affirmer dans un excès de lyrisme.

Par ailleurs Martine Gozlan se livre à un véritable réquisitoire contre l'esprit laïque et antithétique « de gauche », accusé de se prêter à l'occasion de couverture aux thèses de Faurisson.

Si nous ne contestons pas à l'auteur de l'article d'exprimer ses opinions chagrines vis-à-vis de la « modernité » de la lutte anticléricale et pour la laïcité, nous dénonçons en revanche les amalgames opérés entre Fédération anarchiste, Libre Pensée et... Guillaume et Faurisson. En utilisant notamment comme prétexte le passage de

Paul Rassinier, ex-militant socialiste, à la Fédération anarchiste.

Que Guillaume ou d'autres individus « de gauche », voire d'ultra-gauche, aient fait le choix délibéré ou non de cautionner la réhabilitation du nazisme entreprise par Faurisson, cela est à condamner, mais la question ne concerne en aucune manière la Fédération anarchiste qui, quant à elle, a toujours dénoncé avec vigueur ces manipulations et leurs utilisations.

Nous sommes donc profondément choqués par la teneur de l'article qui n'est pas sans rappeler certains procédés coutumiers aux forces politiques totalitaires que votre journal prétend par ailleurs dénoncer.

Lorsqu'on prétend combattre le fascisme au nom de la démocratie, on doit faire preuve à notre sens de plus de rigueur déontologique, voire « morale ».

Les articles comme celui de Martine Gozlan ne peuvent à cet égard, par la désinformation qu'ils entraînent, que porter préjudice à cette cause.

Fédération anarchiste

## LAOS

## La lutte contre le régime



**C**OINCÉ entre le Viêt-nam et la Thaïlande, le Laos, vaste pays mais sous-peuplé et pauvre, vit depuis 1975 sous un gouvernement pro-soviétique, aligné sur le sous-impérialisme viêt-namien qui l'occupe militairement. Après dix ans de guérilla, le prince Souphanouvong, chef du Pathet-Lao, pro-communiste, abolissait la monarchie et proclamait la République populaire du Laos, à Vientiane la capitale.

## La guérilla

Mais ce régime, jugé trop pro-vietnamien par beaucoup, y compris au sein du Pathet-Lao, a vite fait des mécontents. Ainsi, depuis 1978, des mouvements de guérilla se sont développés au nord du Laos, dans le Haut-Mékong, région montagneuse. Ceux-ci se servent de la Thaïlande (pro-américaine) comme base arrière, avec la bénédiction du gouvernement de Bangkok. Franchissant le Mékong, qui symbolise la frontière entre les deux pays, ils mènent des actions sporadiques contre l'armée laotienne. Un problème pour eux, trouver une aide extérieure.

Les Etats-Unis sont parmi les rares à les aider avec les Chinois qui, non seulement leur apportent une aide matérielle, mais aussi mettent à leur disposition un camp d'entraînement au Yunnan (sud de la Chine). Toutefois l'aide chinoise a diminué depuis 1985 : en effet, ce sont, au Cambodge, les Khmers rouges et les troupes du prince Sihanouk qui reçoivent l'aide la plus importante. Un très lourd contentieux sépare la Chine et le Viêt-nam, les Chinois reprochant l'occupation militaire du Laos et du Cambodge aux Vietnamiens.

Les guérilleros laotiens, peu armés et sans unité (les déçus du Pathet-Lao côtoient les membres du parti de droite Front uni pour la libération du Laos, créé en 1981, ainsi que des nostalgiques de la monarchie), ne peuvent guère que mener une guerre psychologique contre le Pathet-Lao, en tentant de se gagner la sympathie de la population laotienne, où le sentiment anti-vietnamien semble vivace. Ils n'en sont pas moins une menace pour Souphanouvong.

## Un règlement du conflit ?

A l'évidence, un règlement de ce conflit passe par Hanoi, Pékin et surtout Moscou, car les Chinois ont posé comme condition à une réconciliation sino-soviétique, entre autres, l'arrêt du soutien des Soviétiques à l'invasisseur du Cambodge et du Laos. Les Soviétiques, qui octroient une aide de cinq milliards de dollars par an au Viêt-nam, ne manquent pas d'arguments pour éventuellement faire se retirer les troupes vietnamiennes.

En outre, l'occupation de ces pays pèse lourd sur une économie vietnamienne au bord du gouffre. Le projet de fédérer les trois Etats indochinois a échoué. Gorbatchev jugera-t-il qu'un rapprochement avec Pékin vaut bien que l'armée vietnamienne se retire ? Pas sûr. Quoi qu'il en soit, dans le même temps, les laotiens anti-Pathet-Lao continuent leur lutte dans l'indifférence quasi générale.

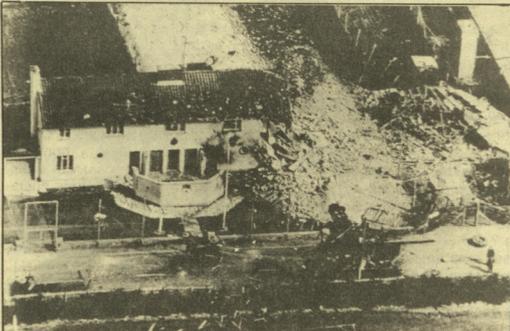
J.M.

## IRLANDE DU NORD

## Mesrine fois huit

**A**L'heure où vous tiendrez ce journal entre vos mains, les huit volontaires de l'I.R.A. (armée républicaine irlandaise), exécutés par les forces britanniques alors qu'ils attaquaient le poste de la police royale de Loughgall, non loin de la frontière d'Irlande du Sud, auront été enterrés dans les cimetières des ghettos nationalistes d'Irlande du Nord. Cette perte en hommes est la plus importante enregistrée par l'I.R.A. en un seul jour depuis 1920. Elle est le résultat d'une parfaite préparation des forces de l'ordre de sa majesté.

Vendredi 7 mai, une douzaine de volontaires de la brigade East-Tyrone de l'I.R.A. s'appête à lancer une opération assez classique pour l'organisation armée républicaine : l'attaque d'un petit poste de police isolé, dans la petite ville de Loughgall, près de la frontière. Elle consiste à lancer une bombe contre le bâtiment et à attendre que ses occupants en sorte pour les abattre. Ce genre d'opérations a déjà réussi. Ce vendredi, elle tourne mal. La bombe est lancée, les volontaires se déploient et essuient un déluge de fer et de feu des forces de l'ordre qui les attendaient, embusqués. C'est le carnage : huit républicains sont tués, ainsi qu'un civil qui passait par là en voiture, son passager et trois flics étant grièvement blessés.



Loughgall, après le carnage.

D'après les rescapés qui ont réussi à s'enfuir, c'était le carnage. Il est clair que les forces de l'ordre avaient pour ordre de tuer un maximum de volontaires et de ne pas faire de prisonniers. Quoi d'étonnant à cela ? C'est l'habitude de la M.S.U. (Mobil Supply Unit), unité d'élite de la police entraînée par les trisements célèbres S.A.S. Cette unité, agissant souvent dans l'illégalité pour ce qui est de son armement et de son utilisation de vêtements et de véhicules civils, était déjà l'auteur de la campagne « shot to kill » (« tirer pour tuer »), dont plusieurs civils ont été les victimes. Tous ces crimes ont d'ailleurs été couverts par la justice britannique, et l'un des magistrats les plus engagés dans cette magouille est tombé sous les balles de l'I.R.A. il y a quelques semaines.

Ce « joli coup » réussi par les Britanniques contre l'organisation républicaine ne mettra pas un terme à la lutte armée en Irlande du Nord. Cette perte est purement locale et ponctuelle. Les Britanniques ne peuvent espérer une victoire militaire sur l'I.R.A., mais juste s'efforcer de limiter leurs propres pertes. La paix en Irlande ne pourra être envisagée qu'avec le départ des Britanniques dont la présence maintient la discrimination la plus criante et la plus violente qu'ait à subir une population d'Europe occidentale.

Le seul succès de cette opération est de prouver à cette population que l'I.R.A. est infiltrée. On voit mal comment autrement la police aurait pu réunir les renseignements nécessaires. Le moral de la communauté catholique va-t-il s'en ressentir ? On peut en douter. En réaction, Belfast et Derry ont déjà connu leur nuit d'émeutes (300 cocktails molotovs rien que dans cette dernière ville). Un policier a été tué. L'Irlande n'a pas fini de saigner.

Lee GORDON

## AFGHANISTAN

## Vendetta à Kaboul

**L'**INFORMATION est tombée, laconique : une bombe aurait explosé en plein bazar de Kaboul (1). Ce n'est probablement pas le fait de la résistance afghane, mais plutôt l'illustration du déchirement entre fractions rivales du Parti populaire démocratique d'Afghanistan (P.P.D.A.), communiste, au pouvoir.

## Deux clans s'entre-tuent

Cependant, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une lutte pour le pouvoir et, aussi curieux que cela puisse paraître, on en trouve les causes dans l'histoire de l'Afghanistan. En effet, depuis trois siècles, deux clans pashtouns s'entre-tuent : les Ghilzai et les Dorrani (2).

Créé le 1<sup>er</sup> janvier 1965 par Nour Mohammad Taraki (élu secrétaire général), Babrak Karmal et Hafizullah Amin, le P.P.D.A. devait vite éclater en deux factions rivales : « Khalq » (« Peuple ») et « Partcham » (« Drapeau »), du nom de leurs journaux respectifs, leurs membres étant les khalqis et les partchamis. Karmal, en effet, de par ses origines sociales, est lié à la famille royale : c'est un Dorrani, tandis que Taraki et Amin, d'origine plus modeste, sont du clan Ghilzai.

D'abord à l'état de groupuscule, ce parti, profitant des gaffes nombreuses du gouvernement de l'époque, celui du prince Daoud, va peu à peu accroître son influence dans la « jeunesse dorée » de Kaboul, la grande masse des Afghans restant étrangère à ces luttes de palais. Daoud, pas assez méfiant vis-à-vis d'eux, prend peur quand il réalise l'importance qu'ils ont pris, et fait emprisonner Taraki. Mais c'est trop tard, l'armée afghane, infiltrée par le P.P.D.A. attaque et bombarde le palais présidentiel.

Daoud et sa famille, le 28 avril 1978, sont massacrés. Cette fois, le P.P.D.A. se présente en apparence uni pour proclamer le nouveau régime, puisque quelques mois auparavant, khalqis et partchamis avaient décidé de s'unir à nouveau. Mais l'antagonisme entre Ghilzai et Dorrani reprend. Karmal et Amin se détestent, comme les deux clans se vouent une haine implacable.

La scission entre Khalq et Partcham reflète cette lutte séculaire. Taraki (un Ghilzai) au pouvoir prendra dès le mois de juin des mesures visant à écarter les partchamis.

## Une répression implacable

Beaucoup sont emprisonnés et torturés. Une répression implacable s'abat sur tous ceux qui contestent l'autorité du Khalq. Des maquis anti-Khalq se forment dans les montagnes. En mars, Amin devient chef du gouvernement, sans que la situation ne s'améliore. Miné par la rivalité entre Khalq et Partcham, et l'absence quasi totale de soutien dans la population, le régime est au bord du gouffre.

Les Soviétiques, qui avaient, et c'est un euphémisme, « aidé » le P.P.D.A. à prendre le pouvoir, voyant que le régime était sur le point de s'effondrer, et puisque selon le dogme du caractère irréversible du processus révolutionnaire, ce régime ne pouvait ni ne devait échouer, décident d'agir. C'est l'une des raisons essentielles de l'intervention soviétique de décembre 1979.

L'armée rouge entre dans le palais présidentiel et Amin est abattu. Voyant que la carte Khalq avait échoué, les Soviétiques jouent celle du Partcham en plaçant Karmal, un Dorrani, à la tête d'un Afghanistan satellisé. Contrôlant l'armée et le Khad (la police secrète), Karmal prend prétexte d'un remaniement politique pour écarter les khalqis.

Les Soviétiques, qui comptaient sur ce changement pour que l'Etat afghan retrouve un semblant de stabilité, vont déchanter. La haine séculaire entre Dorrani et Ghilzai, envers et contre tout, demeure. Devant ce nouveau constat d'échec, Karmal a été remplacé par le chef du Khad, Mohammad Najib, un partchami.

## Les Soviétiques face aux luttes de clans

Là où les choses déjà peu simples se compliquent, c'est que ce choix ne fait pas l'unanimité au sein même du Partcham. En effet, Najib est purement la créature des Soviétiques, qui l'ont gardé soigneusement à l'écart en cas de besoin. Certes, Karmal était tout autant leur créature, mais Najib, de surcroît, apparaît comme étant falot et peu cultivé.

En outre, ce choix a dû mécontenter les khalqis, car Najib a fait torturer des centaines de leurs. Ainsi, les affrontements entre Ghilzai et Dorrani pourraient se doubler, au sein du Partcham, d'une

lutte des « karmalistes » contre Najib. Karmal, qui séjourne en Union soviétique, officiellement « pour des raisons médicales », a du souci à se faire : il ne serait pas le premier souverain déchu d'un pays allié des Soviétiques à aller à Moscou pour ne plus jamais en revenir.

## Juste une vendetta

Les attentats qui ont eu lieu depuis quelques semaines, à Kaboul, montrent que le climat au sein du P.P.D.A. est toujours à l'affrontement interne, et c'est certainement une menace sérieuse pour les Soviétiques, tout autant (voire plus) que la résistance afghane. En effet, les Soviétiques auraient un grand bénéfice à se retirer d'Afghanistan. Leur intervention a compliqué leurs relations avec la Chine, soulevé le mécontentement chez les pays non-alignés, dont l'Afghanistan était membre.

Mais ne pouvant ramener l'unité au sein du P.P.D.A. et ne pouvant compter sur une armée afghane politiquement encore peu sûre, pour gagner la guerre contre la résistance, les Soviétiques se condamnent à rester en Afghanistan.



On le voit, il ne s'agit même pas d'une lutte idéologique qui sévit à Kaboul mais... d'une vendetta ! Il est curieux de voir ceux qui prétendent vouloir sortir les Afghans du « féodalisme » respecter une tradition très ancienne.

J.-M.

(1) Le Monde du 8 mai 1987.

(2) Les pashtouns (indo-européens) sont l'éthnie la plus importante, mais elle n'est pas majoritaire. Ces luttes claniques ne concernent qu'eux. Ghilzai et Dorrani entraînent avec eux toute une clientèle.

## PORTUGAL

Colloque international d'études  
« Technologie et liberté »

LES 8, 9 et 10 avril 1987, le colloque international d'études « Technologie et liberté » s'est tenu à Lisbonne. Dix-sept communications ont été présentées, groupées en trois sections : 1. La révolution technologique en cours dans les pays les plus développés et ses incidences économiques, scientifiques, sur le travail, etc. 2. Les modifications dans les modes de communication et de production culturelle, en vertu des nouvelles technologies de l'information et de la communication. 3. Les changements macro-sociaux dans les prochains vingt ou trente ans et leurs implications politiques, juridiques, internationales et idéologiques. Neuf autres participants attendus n'ont pu être présents, mais les organisateurs ont l'espoir de pouvoir inclure leurs textes dans la publication finale des communications.

Organisation  
du colloque

Ont assisté et participé aux débats une centaine de personnes, originaires de quinze pays différents. Cette initiative avait été envisagée d'abord dans le cadre d'un ensemble de réalisations célébrant le centenaire du mouvement libertaire au Portugal. Après, en face de divergences insurmontables, elle a été mise en œuvre de manière autonome par le groupe éditeur de la revue *A Ideia* et par la coopérative d'éditions Sementeira, à travers sa nouvelle structure : le Cercle d'études Neno-Vasco.

Les organisateurs ont pris l'option d'un colloque à thématique limitée et à nombre de participants

réduits, en vue d'améliorer la qualité des interventions et des échanges. Il est vrai aussi que leurs capacités d'organisation ne leur permettaient pas de réunir un grand nombre de personnes. Nonobstant, près d'une centaine d'étrangers avait été invités initialement et, parmi eux, une trentaine se sont inscrits pour venir présenter leurs communications. Les organisateurs ont donné la priorité aux étrangers, puis les Portugais ont été acceptés selon leur candidature et en comptabilisant les places encore disponibles.

En février 1987, les organisateurs ont commencé à faire de l'information : plus de 400 exemplaires du dépliant officiel, avec le bulletin d'inscription, ont été envoyés (aussi bien au Portugal qu'à l'étranger) à des militants libertaires ou à des gens proches. Près de 140 personnes se sont inscrites. Les organisateurs n'ont refusé aucune inscription, bien qu'ils admettaient clairement la possibilité de la faire, tant pour des raisons de manque de place que par suspicion envers d'éventuels inscrits qui pourraient vouloir gêner la rencontre.

Le coût des inscriptions a été presque symbolique, simplement pour créer une relation contractuelle entre les organisateurs et les inscrits. Le colloque a reçu le soutien financier de plusieurs institutions officielles et culturelles dont la liste a été rendue publique. Il n'y a pas eu la moindre contrepartie ou condition posée par ces institutions. Le bilan financier du colloque sera publié opportunément, mais d'ores et déjà on peut dire que la plus grande dépense correspond au coût du système de traduction simultanée.

Echanges d'idées  
et d'informations...

Il ne revient pas aux organisateurs de tirer des conclusions des travaux du colloque, au point de vue théorique. Les communications vont être publiées en livre au Portugal et des éditions partielles seront assurées en plusieurs langues (notamment en français, anglais, italien et peut-être espagnol). Le colloque a tenté de poursuivre un effort de réflexion mené depuis quelques années par la communauté intellectuelle libertaire internationale, à travers des colloques et des

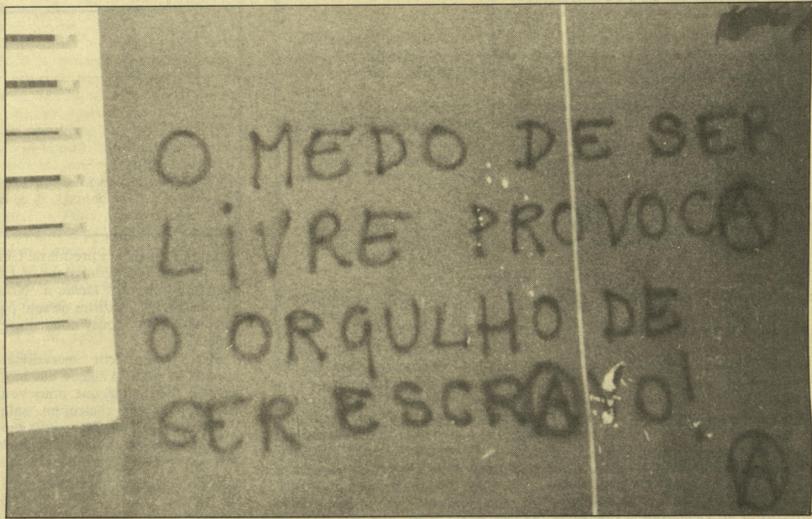
séminaires, des publications, débats et contacts formels.

Dans ce sens, il s'est placé sur un plan d'échange d'idées et de réflexions, tout à fait en dehors des structures, des échéances et des objectifs du mouvement anarchiste organisé. La nature des débats a cherché à être exclusivement culturelle et théorique, confrontant plusieurs sensibilités et approches de la pensée libertaire avec les problèmes que les mutations technologiques en cours dans les pays les plus développés vont poser de manière aiguë dans les prochaines décennies.

Les organisateurs considèrent que les objectifs prévus ont été atteints et manifestent leur reconnaissance envers tous ceux qui ont participé et soutenu cette initiative.

## Relations internationales

Auteurs ayant présenté des communications : Jorge Dias de Deus, Stephen Schecter, Frank Harrison, Jens Oestmoe, Carvalho Ferreira, Luciano Lanza, Samuel Thirion, Joel Spring, Ferro Piludu/Lucilla Salmei, Félix da Costa, Marianne Enckell, Thom Holtermann, J.-J. Gandini, José Baptiste, Mikhail Agursky, Dimitrios Roussopoulos, Eduardo Colombo.



## Les nouvelles technologies dans les campagnes

Il sera d'une part rappelé qu'il n'existe pas de relation de déterminisme absolu entre les technologies de production et l'organisation sociale, mais simplement un déterminisme limitatif, c'est-à-dire que les technologies de production imposent un certain nombre de contraintes délimitant ce qui est possible et ce qui ne l'est pas au niveau social.

Cette relation de déterminisme limitatif sera illustrée à partir de l'exemple de la première révolution agricole en Europe : en éliminant toute pratique d'exploitation collective de la terre, la première révolution agricole a assuré la pleine autonomie de l'exploitation agricole familiale, permettant une augmentation rapide des rendements et de la productivité du travail, mais également une différenciation de plus en plus marquée entre les exploitations.

De la première  
révolution agricole...

Les conditions étaient alors créées pour le développement d'une agriculture de marché, la prolétarianisation des paysans les plus pauvres, l'exode rural et le développement des villes, et la naissance du capitalisme industriel. La deuxième révolution agricole n'a été ensuite que le prolongement logique de cette évolution sociale, avec l'utilisation de plus en plus massive des moyens de production d'origine industrielle à forte consommation d'énergie (engrais, machine, produits de traitement, etc.).

On cherchera d'autre part à caractériser les nouvelles techno-

logies agricoles qui seront mises en pratique au cours des prochaines décennies, découlant principalement des développements en matière d'électronique et d'informatique, et surtout de génie biologique.

L'élaboration de variétés de plus en plus résistantes aux maladies et aux parasites, la création — prévisible au cours des dix ou vingt dernières années — de céréales capables de fixer l'azote de l'air, les progrès en matière de lutte biologique, de contrôle des traitements par télématique, la mise au point de techniques de travail du sol minimum, etc., sont autant de technologies qui prolongeront la tendance amorcée depuis quelques années de réduction de la consommation de moyens de production et donc de la consommation d'énergie par l'agriculture. C'est une troisième

révolution agricole qui se met progressivement en place avec la réapparition d'une agriculture productrice d'énergie tout en étant beaucoup plus performante.

## ...à la troisième

Ces nouvelles technologies permettront de lever un certain nombre de contraintes qui ont fortement marqué l'organisation sociale de la production agricole au cours des derniers siècles. En particulier la réduction du facteur capital tout en obtenant de nouvelles augmentations de la productivité du travail et de la terre, la libération des terres les plus marginales, la simplification des technologies et le développement de services de formation et d'information beaucoup plus performants permettront une accessibilité de plus en plus facile de la production

agricole par les non-agriculteurs et une nouvelle alliance entre activités agricoles et non-agricoles.

Il faut rajouter à ce phénomène les phénomènes liés à l'extension des nouvelles technologies dans l'industrie et en milieu urbain, à savoir :

- le renversement de l'exode rural, phénomène récent dans les pays développés, lié au développement de la bureautique, de la télématique et des facilités de transport, et à l'extension des services urbains aux zones rurales ;
- le développement du nombre de chômeurs et du temps libre pour les salariés.

Samuel THIRION



## ESPAGNE

Journées libertaires  
de l'éducation

DEPUIS trois ans maintenant, la Fédération nationale de l'enseignement de la C.N.T. organise des journées d'apprentissage libertaire, dans le but de coordonner et de connecter toutes les alternatives qui existent dans le champ de l'éducation et celui de l'enseignement libertaire pour arriver à trouver des points de convergence et des éléments innovateurs de base en matière pédagogique.

Ainsi, les premières journées eurent lieu à Motril (Granada), les secondes à Teruel, les troisièmes à Chestre (Pays Valencien) et les quatrièmes se dérouleront à Barcelone, du 26 juillet au 2 août 1987. L'objectif prioritaire de ces journées est de développer un travail d'investigation, de création, de critique et de recherche, quant au secteur éducatif actuel.

La participation à ces journées a été chaque fois plus importante et les intervenants, groupes et professionnels d'Espagne mais également de l'étranger, donnent à cette manifestation un caractère international. Pour toute information ou suggestion : Federació d'Ensenyament de Catalunya, c/o LLúria, 123 pral, 08037 Barcelona, Espagne.

Relations internationales

## POÉSIE

## Bon anniversaire, monsieur Bizeau

VINGT-CINQ avril 1987, journée mémorable. La visite organisée chez Eugène Bizeau commençait à dix heures par un temps plus que printanier. En s'arrêtant sur la place de Veretz, pour demander notre chemin, la pharmacienne du village donnait déjà le ton. « M. Bizeau ? En haut de la rue Chaude, près du monument aux morts, en face du cimetière. Mais je crois qu'il est fâché et qu'il n'est pas prêt de traverser la rue. Tant mieux ! »

C'est vrai que notre hôte tourangeau côtoie le monument aux morts, lui qui, imperturbable, lutte contre tous les porte-baillons et les

s'étaient joints à cette visite. Les souvenirs étaient au rendez-vous. Nous voulions savoir, entendre Bizeau. De la naissance de l'automobile aux voyages interstellaires, le chemin fut long. Fidèle à son idéal pacifiste, les moments forts des luttes antimilitaristes furent illustrés par la lecture de ses poèmes.

## Les pieds sur terre

Eugène Bizeau nous dit : « J'ai trop vécu ». Mais cette longue lutte quotidienne le ramène aujourd'hui au minimum d'illusions. L'univers du poète Bizeau est un univers où

## SACCO-VANZETTI

Ils sont morts !

Ils sont morts tous deux sur l'affreuse chaise,  
Où des scélérats les ont fait asseoir ;  
Et la meute infâme a frissonné d'aise  
Dans l'horreur sans nom de leur dernier soir.

Ils sont morts tous deux comme des prophètes,  
Donnant leur sang pur au sol tourmenté ;  
Et ceux dont la haine a broyé leurs têtes  
Sont au pilori pour l'éternité !

Honneur aux héros de la Paix ! :

Honneur aux héros qui s'enlèvent  
Honneur aux héros, un jour, soit détruite à jamais ;  
Pour que la guerre, un jour, soit détruite à jamais ;  
Et qui risquent leur vie, et qui donnent leur âme  
Pour sauver la jeunesse, et l'amour, et la paix !  
Honneur aux héros qui s'enlèvent à jamais !  
Pour que la guerre, un jour, soit détruite à jamais !

courtisans de l'ignominie. Aujourd'hui encore, il se fait le porte-parole des artisans de la paix.

## Cent quatre ans, déjà...

Le 29 mai, Eugène Bizeau aura cent quatre ans. Ce n'est pas là le record d'un vieillard que l'on dope de conservateurs à l'abri de la vie. Bizeau n'est pas un vieillard, au contraire il est comme une (re)naissance permanente, un appel à la vie pour tous ceux qui le connaissent ou qui l'ont rencontré.

Le secret de sa ténacité est dans les bouteilles « sans étiquette », du vin pur et blond de sa propre fabrication. Autodidacte, il s'est forgé lui-même loin des bancs de l'école républicaine, « loin des ramassis d'êtres tarés et artisans des plus viles tâches », et de l'enseignement qui y menait.

La petite maison de Veretz était remplie. De nombreux amis

les êtres cherchent l'unité de leur vie, au-delà des apparences avec lesquelles se perpétue l'illusion de la liberté. Eugène Bizeau a toujours refusé cette illusion. Alors le rêve ? Oui ! C'est une grande puissance d'imagination dont il faut tenir compte dans nos sociétés pour agir.

Le bonheur n'existe pas, il faut l'inventer, c'est une pensée, une poésie. Eugène Bizeau a inventé la vie sans additif ni colorant. La lutte pure contre la misère, l'injustice sociale, la pauvreté, l'indifférence, les compromissions. Eugène Bizeau a la passion de combattre et de critiquer, et l'actualité n'est pas épargnée.

Si ce qui l'étonne le plus est l'acharnement des hommes à fabriquer leur propre mort, Eugène Bizeau accuse les gouvernants qui ramènent l'instabilité politique devant son destin tragique : la guerre. Et il se fâche encore

## PACIFISTE

C'est un individu suspect à la police...  
Donc il faut enquêter sur ce qu'il pense et dit,  
Et puisqu'il veut la paix, l'amour et la justice  
Le surveiller comme un bandit !

On va monter la garde autour de sa demeure  
Pour moucharder sa femme et les gens qu'il reçoit,  
Et les jours de chagrin, s'il arrive qu'il pleure,  
Découvrir à propos de quoi...

Les lettres qu'il attend seront décachetées  
Pour voir ce qu'il suggère à la raison d'autrui,  
Et l'on falsifiera le sens de ses idées  
Pour les retourner contre lui.

On accumulera les pires calomnies,  
On prètera l'oreille à mille absurdités,  
Et sans plus de mystère et de cérémonies  
On en fera des « vérités » !

On jettera l'insulte au cœur de sa détresse  
En disant qu'il émarge aux fonds de l'étranger,  
Et que c'est bien la faute aux gens de son espèce  
Si la patrie est en danger.

On lui fera sentir comment la guerre assomme  
Les droits les plus sacrés du pauvre citoyen...  
Et cet homme expiera le crime d'être un homme  
Quand la consigne est d'être un chien !

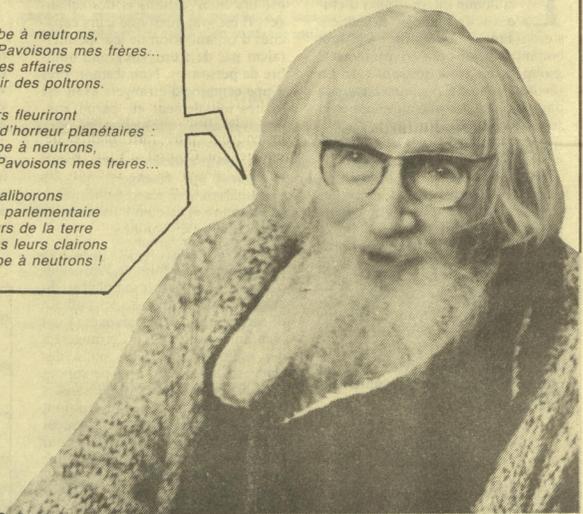
« Le Libertaire », 29 juin 1919

## Haut les cœurs !

Pour fêter la bombe à neutrons,  
Haut les cœurs ! Pavisons mes frères...  
Ça fera marcher les affaires  
Et trembler la chair des poltrons.

Demain les lauriers fleuriront  
Dans les champs d'horreur planétaires :  
Pour fêter la bombe à neutrons,  
Haut les cœurs ! Pavisons mes frères...

Les crâneurs, les alborons  
Du Grand-Guignol parlementaire  
Et tous les sabreurs de la terre  
Soufflent déjà dans leurs clairons  
Pour fêter la bombe à neutrons !



lorsqu'il rappelle les propos de Chirac sur les antimilitaristes : « Les pacifistes sont des lâches ». Non, M. Bizeau, les pacifistes ne sont pas des lâches et vous nous l'avez prouvé.

Merci pour cette merveilleuse journée et pour la magie des mots simples. Permettez que nous vous renvoyons votre chaleureux salut aux libertaires, en vous souhaitant un très heureux anniversaire de la part de Radio-Libertaire, et des compagnons de la Fédération anarchiste.

JEAN-FRANÇOIS  
(Gr. du XI<sup>e</sup>)

En vente à la librairie du Monde libertaire :

- Christian Pirot, Bizeau a cent ans, chansons et poésies, éditions Le Vagabond, 60 F ;
- Bernard Baissat et Robert Brécy, Ecoutez Bizeau (cassette vidéo, 47 minutes), 450 F ;
- Simononis, Eugène Bizeau, éditions Les dossiers d'Aquitaine, 70 F ;
- Les 100 printemps des poètes, disque J.A.M., 65 F.

## LUTTER\*

Lutter pour le succès des causes généreuses,  
Pour l'idéal de paix dont on a la fierté,  
Pour le destin meilleur des peuples douloureux,  
Pour le bonheur du monde et pour la liberté.

Lutter jusqu'à la fin du rêve ou du poème  
Qui soutient notre cœur et l'enflamme en secret...  
Et quand on n'est plus rien que l'ombre de soi-même,  
Sourire à la jeunesse et partir sans regret !

## Plus de canons ! :

Pour empêcher toutes les guerres,  
Plus de canons ; plus de frontières.  
Plus d'innocents jetés en tas  
Dans l'épouvante des combats ;  
Plus de fusils, plus de gibernes,  
Plus d'arsenaux, plus de casernes,  
Et le bonheur de chaque jour  
Dans le travail et dans l'amour.

## Les martyrs

Tous n'ont pas obéi comme des mécaniques  
Aux meurtriers des batailles épaies ;  
Sous le fardeau brutal des châtements iniques,  
Les meilleurs sont tombés d'avoir servi la paix.

En montrant aux soldats qui les traitent de lâches  
Qu'une âme fraternelle est prompt à pardonner,  
Dans leur dégoût profond des criminelles tâches,  
Ils acceptaient la mort pour ne pas la donner...

## CINÉMA

« L'orchestre noir »  
de Stéphane Lejeune

Le film de Stéphane Lejeune, *L'orchestre noir*, est un reportage sur l'extrême droite en Europe. Durant plus de trois ans, il a suivi ces militants actifs du néo-fascisme moderne. Il a filmé leurs actions sur le terrain et leurs entraînements armés.

## « La stratégie de la tension »

Il a infiltré leurs réunions et identifié leurs contacts. Des interviews de militaires et d'idéologues définissent l'idéologie commune aux réseaux : l'ordre, le rascisme, la foi en un monde hiérarchisé.

Pour mettre en place cette société autoritaire, c'est « la stratégie de la tension » qui est choisie, dans le but de réduire la démocratie et de provoquer le règne d'un pouvoir fort (exemple : explosion d'une bombe dans la foule à Bologne en 1980, 85 morts et 210 blessés).

Il y a aussi l'infiltration progressive des rouges de l'Etat et des partis traditionnels — afin de dis-

poser, entre autres choses, de soutiens politiques et logistiques parmi ces services d'Etat.

Ces dernières années, certains groupes d'extrême droite (type Front national) ont modifié leur stratégie en adoptant le jeu démocratique, voulant se donner un air respectable, et ont créé le parti de la peur du chômage, de l'immigration, de la délinquance et du S.I.D.A. Mais derrière ce masque, toujours la même idéologie effrayante.

## Un réseau international

A partir de la Belgique, nous remontons les filières de l'ordre noir : le Front de la jeunesse belge en contact avec Fuerza Nueva et

le Front national français ; le V.M.O. en contact avec les terroristes anglais et les néo-nazis du N.P.D. allemand ; le groupe Hoffman à Nuremberg ; un centre d'entraînement armé qui accueille 4 000 terroristes noirs ; et le C.E.D.A.D.E. à Barcelone, point de liaison de tout le réseau européen.

Au travers de cette longue enquête, le cinéaste transmet une certitude : l'orchestre noir existe, il est actif et efficace. Ce film a obtenu le Grand Prix du public au 16<sup>e</sup> Festival international, et le Prix spécial du jury international de Leipzig.

BERNARD  
(Gr. Sacco-Vanzetti)

Ce film sera projeté le 30 mai, à 20 h 30, au local du groupe Sacco-Vanzetti, 1 bis, avenue Emile, 77500 Chelles (près de la gare S.N.C.F.). Il sera suivi d'un débat, animé par Gaetano Manfredonia, autour du thème : « Pratiques, moyens et idéologie de la droite fascisante ».

« GÉNÉRATION, LES ANNÉES DE RÊVE »

# Allez papi... raconte-moi la guerre

**I**l y eut une fois Mai-68, ce fut bref, intense et mémorable. Jusqu'alors rien ne prédisposait la France à hoqueter comme elle le fit et aux dires de certains journalistes, « elle ne reconnaissait plus ses enfants ».

**Soixante-huitards**

Le jargon militant, de gauche comme de droite, parle aujourd'hui de soixante-huitards, les plus ironiques raillent les « anciens combattants ». Une lueur d'admiration et d'envie allume parfois le regard naïf de quelques néophytes de la lutte des classes, regrettant d'être nés dix ans trop tard.

Mais, malgré tout ce folklore, il reste qu'il y eut avant et après, et que ce n'est pas mince. Pas forcément par le contenu des réformes

l'a dit Prévert pour « jeter avec un bruit mou sa gourme sur le trottoir »

**Itinéraires**

Le récit de Rotman et Hamon s'attache en effet beaucoup trop à suivre les itinéraires de ceux qui deviendront plus tard maître de requêtes au Conseil d'Etat (Régis Debray), bâtonnier du Barreau de Versailles (Tiennot Grumbach), directeurs de journaux (July et consort, qui ont tiré en gras sur la mort de Dalida), psychanalyste ou journaliste à l'Express. Dieu reconnaîtra les siens...

Les concessions n'ont certes jamais été une tare indélébile, mais il y a des mutations qui se pardonnent mal et même si les imbéciles ne se trompent jamais il y en a qui se

ser (devenu étrangleur dément), théoricien du P.C.F. et responsable de l'« élite » de l'Ecole nationale supérieure, qu'ont germé les idées anti-autoritaires de ceux qui devinrent maoïstes plus tard. Prodige de la dialectique...

**Et les anars dans tout ça ?**

Génération c'est tout ça. Les porteurs de valises du F.L.N., les admirateurs de Castro (pas Roland, l'autre) et de Che Guevarra, du régime algérien baubantant... Tout un courant d'idées et d'actions issu de la guerre, pas forcément fils de la bourgeoisie, comme on a trop souvent voulu le dire, une génération dont le concept de la lutte armée n'apparut pas seulement dans les seuls discours.

Et les anars dans tout ça ? Ils n'apparaissent que le 22 mars 1968. Cohn-Bendit, trublion gouailleux et insolent, tantôt drapeau rouge tantôt drapeau noir, et dont le dialogue avec le Dantec mérite d'être rapporté. « *Pauvre con d'anar, lance "Le Chinois", on a suffisamment de mal avec nos drapeaux rouges ; ne venez pas nous faire chier avec vos drapeaux noirs.* » « *Ta gueule crétin de stal !, réplique Cohn-Bendit définitif.* »

Tel est, semble-t-il, l'essentiel de l'apport des idées libertaires au mouvement. Cela vaut-il ?

Jean-Pierre GAULT

(1) H. Hamon et P. Rotman, Génération, les années de rêve, (pas Seuil, 110 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

**NOTE DE LECTURE**

## L'actualité du polar

**L'**ACTUALITÉ du polar nous fait découvrir plusieurs livres de Marc Villard (1). Tout d'abord un recueil de nouvelles intitulé *Treize cow-boys dramatiques* (2). Aucune influence du western ! Marc Villard a tout simplement choisi ce titre pour nous décrire l'existence de treize perdants ballottés par le destin et les changements brusques qui se produisent dans leur vie.

On retrouve les thèmes que Villard a abordé dans ses précédents recueils (*Sauvages dans les rues* et *Au pied du mur*) : drogue, violence, mais sans complaisance. Ses marginaux urbains vivent et meurent dans une ambiance peu réjouissante, rythmée par le rock ou le jazz auxquels Villard emprunte le vocabulaire pour créer une prose originale. Une sorte de poète du polar, oserait-on dire...

Le roi, sa femme et le petit prince (3) est un roman assez différent des nouvelles. L'histoire est assez classique : un braqueur de banques part à la recherche de son père, musicien déchu. Mais le rythme de l'écriture ne fléchit pas et le livre se lit d'une traite.

En résumé deux réussites de plus à mettre à l'actif de Marc Villard.

Yves B

(1) Une de ses nouvelles a été publiée dans le n°1 de la revue *La canibale*, en vente à la librairie du Monde libertaire, 50 F.

(2) *Treize cow-boys dramatiques*, Néo n°135.

(3) *Le roi, sa femme et le petit prince*, Série noire n°2093.



sociales, qui doivent forcément avoir lieu à un moment ou à un autre, mais surtout par le fait que toute une jeunesse entama alors un processus de maturation, ainsi que celui de l'apprentissage du bruit sourd du bâton sur le crâne et celui plus clair du lourd pavé de grès sur le casque réglementaire.

C'est cette histoire que veulent nous compter Hervé Hamon et Patrick Rotman (1). Un récit minutieux et haletant qui se veut un descriptif fidèle de la montée des idées de gauche et d'extrême gauche, de 1957 à 1968 (le second tome devant paraître à la rentrée de septembre, avec comme sous-titre : « *Les années de poudre* »). Un long récit de 600 pages qui décortique minutieusement les personnalités quelques fois complexes des hauts dignitaires de la lutte des classes, des tribuns, des costauds, des durs à la mâchoire carrée, des ceusses dont la piétaille étudiante — assoiffée de leaders — n'a pu se passer comme

trompent trop souvent. Seuls, malgré tous les griefs et toutes les acrimonies que l'on peut avoir, sont restés dans la militance les célèbres Krivine et Cohn-Bendit. Mais les autres, camarades Hamon et Rotman, les sans-grades, les pelés, les tondus, ont-ils une âme ?

Il reste cependant un itinéraire : celui de la pensée, celui du cheminement. En 1957, la seule organisation véritablement de gauche (au sens de la démocratie traditionnelle) et véritablement structurée (mais aussi très stalinienne) était celle du P.C.F. Seul passage obligé, creuset nécessaire à l'« évolution » vers le trotskisme et plus tard vers le maoïsme. Ils y sont tous passés. Soit par l'intermédiaire de la très remuante U.E.C., mais vidée de son contenu par les magouilles staliniennes de Leroy et Juquin (coucou Pierrot !) au congrès de Montreuil, soit directement.

Mais le plus amusant, c'est d'apprécier que c'est grâce à Althu-

## Communiqué Radio-Libertaire

**R**ADIO-LIBERTAIRE ne sera jamais l'officine d'un quelconque publicitaire, elle existe depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1981 et a montré comme d'autres radios restées authentiquement libres que la radio associative et non publicitaire était non seulement viable mais pouvait être un outil divertissant et intelligent en même temps qu'un outil de lutte et de contre-information face aux censeurs assermentés.

De nouveau, aujourd'hui, la radio libre est en danger. La C.N.C.L., représentant de l'autorité de l'Etat en matière de communication, se réserve le droit de réattribuer des fréquences, risquant de remettre en cause ce qui a été arraché de haute lutte. La menace de voir les radios commerciales envahir davantage encore la bande F.M. est bien réelle. Aucune garantie n'ayant été fournie aux radios associatives et culturelles, pas l'ombre du moindre statut de la radio associative n'ayant été formulé, voilà autant de raisons qui nous poussent à exprimer nos inquiétudes quant à l'avenir de la radio libre.

Dès lors, Radio-Libertaire met en garde la C.N.C.L. sur les effets d'une telle légèreté et d'une telle inconscience et demande dès maintenant à ses auditeurs et à la population de se tenir prêts à défendre ce moyen de communication, désormais indissociable de la liberté d'expression au même titre que la liberté de la presse.

La caste gouvernementale et marchande ne doit pas se réapproprier l'usage exclusif de la radio-communication. Radio-Libertaire et la Fédération anarchiste mettront tout en œuvre en ce sens, si cela s'avérait nécessaire.

Secrétariat de Radio-Libertaire

## Programmes de Radio-Libertaire

Judi 21 mai

- « Nuit fantastique » (1 h à 3 h) : l'irréel et tutti quanti sur Radio-Libertaire.
- « Blues en liberté » (9 h à 12 h) : hommage à Paul Butterfield, harmoniciste et chanteur de blues blanc, mort récemment. En deuxième partie : les trois Kings, B.B., Albert et Freddie.
- « Femmes libres » (12 h à 14 h 30) : la femme brésilienne.
- « Des souris et des femmes » (20 h 30 à 22 h 30) : les victimes (la situation des femmes dans le monde).
- « Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : un auditeur « avisé » invité, Michel Hais.

Vendredi 22 mai

- « 89.4 le matin » (9 h 30 à 12 h 30) : infos, commentaires à chaud et musiques.
- « H. comme hasard » (12 h 30 à 14 h) : M. Gaubert nous parlera des « maquerelles, putes et condés au XVIII<sup>e</sup> siècle ».
- « L'invité quotidien » (19 h à 21 h) : Jean Calvé, de la Ligue des droits de l'homme, parlera de la toxicomanie.
- « Les damnés de la terre » (21 h à 23 h) : le péril nucléaire avec le comité Stop-Nogent.

Samedi 23 mai

- « Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : la nouvelle « législation » en matière de licenciements, Elan noir et la météo.
- « De bouche à oreilles » (14 h 30 à 16 h) : Louis Capart et Gérard Meys.
- « Micro-climat » (16 h à 17 h 30) : avec comme invité Alain Dorel, président de l'Association des citoyens contre le développement d'Eurodisneyland (A.C.I.D.E.).
- « Epsilonia » (17 h 30 à 19 h) : Jean-Louis Coste (de Coste cassettes) nous parle du Mail Art.

Dimanche 24 mai

- « Hua y guang bo » (8 h à 10 h) : émission en langue chinoise.
- « Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : le festival de Ris-Orangis.

Lundi 25 mai

- « Chronique du lundi » (10 h à 12 h) : informations et revue de presse.
- « Etranger d'ici et d'ailleurs » (12 h à 14 h) : une immigration peu connue, celle des juifs marocains.
- « Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : de Pasteur à Tissot, où en est-on ?

Mardi 26 mai

- « Le petit observatoire de la désinformation » (9 h à 10 h) : observation de la presse.
- « Music-Hall » (10 h à 12 h) : l'émission du Théâtre libertaire de Paris.

Mercredi 27 mai

- « Musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : les musiciens d'accompagnement, avec Paul Castanier (Léo Ferré, Font et Val).
- « Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : les docteurs Gomez et Vienet, un duo de généralistes qui rament.
- « Emission spéciale » (18 h 30 à 20 h 30) : à propos du film « L'orchestre noir » projeté à Chelles (Seine-et-Marne), avec Gaetano Manfredonia... « Pratiques, moyens et idéologie de la droite fascisante ».



**NOTE DE LECTURE**

## « Le vaisseau des morts » de B. Traven

Mort au Mexique en 1969, celui qui se faisait appeler B. Traven, l'auteur mystérieux, sans nom ni visage, demeure une énigme. Une énigme telle qu'Albert Einstein, quand on lui demandait quel livre il emporterait sur une île déserte, répondait : « *N'importe lequel, pourvu qu'il soit de Traven* ».

Dans *Le vaisseau des morts*, Traven dépeint dans les moindres détails la vie des marins enchaînés à leur bateau, s'étendant à des tâches inhumaines. Des hommes sans foi ni loi, si ce n'est la loi de la solidarité et de l'entraide, des valeurs provenant de leur misérable condition.

Traven démythifie les (fausses) images de la vie de marin, constituées par les clichés de la bourgeoisie, et nous montre que la dignité et le confort (même le plus intime) de ces hommes sont sacrifiés au seul profit du capitalisme. Nés hommes, on les a rendu esclaves d'une salle des machines, qui ne doit à aucun prix s'arrêter.

FRANÇOIS

B. Traven, *Le vaisseau des morts*, édition 10 / 18.

DANS un précédent article (*Monde libertaire* n°662, 7 mai 1987), nous avons envisagé l'évolution de l'arsenal nucléaire au cours des trente dernières années, constatant avec Yves Guéna (1) « que les arsenaux détenus par chacune des deux puissances leur permettent de s'annuler mutuellement même après avoir subi un premier tir nucléaire. Cette capacité de destruction de l'adversaire en seconde frappe est notamment due à l'invulnérabilité des sous-marins lanceurs d'engins. Pourquoi dès lors la persistance d'une compétition qui conduit au renforcement continu, qualitatif et quantitatif des armements nucléaires stratégiques ? ».

En fait, les « progrès » effectués en ce qui concerne la précision des missiles balistiques conduisent les experts militaires à concevoir une guerre nucléaire de conception classique, limitée et contrôlée (doctrine de la riposte graduée), d'où la nécessité d'un arsenal diversifié répondant à l'ensemble des cas envisageables (2).

La semaine dernière (M.L. n°663), nous analysons les différentes négociations entre l'Est et l'Ouest devant aboutir à un accord de désarmement, et ce depuis 1969. L'absence d'un accord global et réel doit nous conduire à poser deux questions essentielles : 1. Qu'est-ce qu'un accord de désarmement entre deux Etats ? 2. Est-il possible dans la logique du système capitaliste de connaître une paix réelle ?

### Le jeu du désarmement

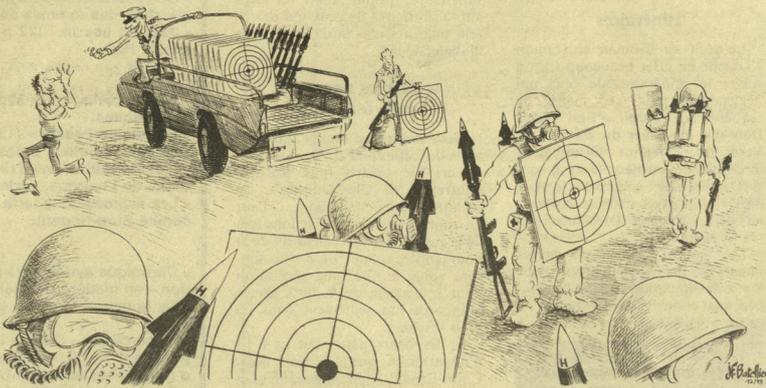
Depuis la « trêve de Dieu », préconisé par le concile de Toulouse en 1041, jusqu'aux dernières propositions de Gorbatchev en 1987, les institutions nationales et internationales ont semblé-t-il chercher des accords pouvant conduire au désarmement. La guerre, en fait, n'a jamais cessé d'ensanglanter le globe terrestre et il suffit de lire la longue liste des efforts de paix établie par Jean Bacon (3) pour constater combien ils sont vains.

Vains, pas tout à fait ! La paix étant « l'intervalle entre deux guerres » (Giraudeau) ou encore la continuation de celle-ci sous une autre forme, ils servent aux institutions pour améliorer leur matériel offensif dans l'attente du prochain conflit, dans la perspective de repérer une faille dans le système défensif de l'adversaire, espérant ainsi remporter une victoire que chacun conçoit comme définitive.

Les accords de désarmement constituent donc une pause, un constat de l'équilibre des forces. Ce constat effectué, chacun tente d'améliorer son potentiel ou de le développer dans le sens indiqué par les accords. Les accords S.A.L.T. I ont permis, par exemple, de stimuler la course à l'amélioration des

## CHRONIQUE DE LA TERREUR NUCLÉAIRE

# Désarmement pacifisme et anarchisme



performances et le développement de l'emploi d'ogives nucléaires à têtes multiples. Les accords S.A.L.T. II, jugés trop favorables aux Soviétiques, n'ont pas été ratifiés par le Congrès américain. Ainsi, quand les accords ne satisfont pas, on n'en tient pas compte.

De toute façon, Carter — dix jours avant de les signer — avait donné son autorisation pour la construction d'un nouveau missile mobile. Hypocrisie que tout cela ? Certes, mais surtout logique des Etats, car la guerre (ou quelque fois la simple menace) est une nécessité pour le capitalisme (de l'Est ou de l'Ouest).

Dans le *Monde libertaire* n°601 (« Pacifisme d'Etat et contre l'Etat »), en janvier 1986, il était indiqué : « Comment pourrait-il en être autrement puisque l'Etat est un organisme social qui ne vise, comme tout être, qu'à croître que ce soit sur le plan interne ou externe. Cet impérialisme "biologique" de l'Etat peut être constaté historiquement, au niveau économique tout autant que territorial. »

Lors de l'accord S.A.L.T. II, les Américains ont clairement sacrifié la sécurité européenne à celle de leur territoire (cf. M.L. n°663), de même lors de l'installation des Euromissiles ils conservaient la maîtrise de cet armement et pouvaient ou non décider en dernier ressort d'une riposte à une attaque soviétique. Par ailleurs, les récentes propositions soviétiques tendent principalement à neutraliser l'Europe et à empêcher la constitution possible d'une défense européenne, indépendante des Etats-Unis bien qu'ayant des intérêts communs.

L'article précédemment cité (cf. M.L. n°601) rapportait cette phrase du Manifeste des anarchistes de février 1915 : « L'Etat est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute puissance ». A-t-elle perdu de son actualité, aujourd'hui ? Car les Etats ont également besoin de la guerre (ou d'une menace) pour surmonter leurs crises.

La guerre est une saignée nécessaire et utile, que ce soit sur le plan économique ou sur le plan politique :

« boom » économique de l'après-guerre, résolution momentanée des

conflits de classes et sociaux, appropriation des richesses, de nouveaux marchés, suppression du chômage, réactivation des investissements... Ce sont des bouées de sauvetage pour un système en crise.

« Petit ou grand, le commerce, dans son ensemble supporte bien les conflits. Entre 1939 et 1945, le volume des échanges de l'U.R.S.S. a augmenté dans des proportions considérables, celui du Canada s'est accru de 300%, celui des Etats-Unis est passé de cinq milliards et demi à dix-huit milliards de dollars. » (4). Ne parlons pas de la période d'après-guerre, bénie pour les capitalistes du monde entier.

### Une réponse aux crises

Dans tous les pays, la période de reconstruction a été marquée par un coup de fouet économique dans tous les domaines : construction, biens de consommation, développement de nouvelles techniques mises au point pendant la guerre, etc., et tout cela dans un climat de « paix » sociale. Aujourd'hui, la menace de guerre et la course aux armements possèdent les mêmes bienfaits pour le capitalisme : stimulation de la recherche, rôle de régulation économique des industries d'armement, contrôle de la tension sociale... L'utilité sociale est nulle, bien entendu, mais il ne faut pas confondre celle-ci avec l'utilité pour le capitalisme.

Par ailleurs, l'évolution de la dissuasion nucléaire (le tout ou rien) à la stratégie anti-forces (ciblée) permet « d'espérer » des purges (guerres) qui ne mettront pas le malade (la terre) en danger de mort (destruction totale). Un accord de désarmement réel et global entre Etats, dans le cadre du système capitaliste, est donc un leurre et ne peut en aucun cas conduire à une situation de paix stable. Mais alors que penser des conceptions prônant un désarmement unilatéral proposées par certains pacifistes ?

### Le désarmement unilatéral en question

Cette revendication s'adresse directement à la bonne volonté d'un Etat de désarmer pour montrer l'exemple aux autres. Cocasse, lorsque l'on sait que celui-ci est le prin-

cipal responsable des causes de guerre et que se sont les conflits qui lui garantissent son existence. Si cela doit se faire par des moyens parlementaristes, on retombe dans les illusions démocratiques de changement social utilisant les armements qui permettent l'exploitation économique et la domination politique.

Dans l'hypothèse où cette revendication serait obtenue par la mobi-

tes. Récemment le général Volkogonov, sous-chef de la direction politique de l'armée rouge, saluait les « bons » pacifistes de l'Ouest qui, en R.F.A. par exemple, proposent « depuis vingt ans » un « désarmement unilatéral » (5) tout en condamnant « le pacifisme (qui) est un courant politique végétarien » (1) et les « mauvais » pacifistes de l'Est.

Ne tombons pas non plus dans le piège de l'« union nationale » pour sauver la démocratie en danger, comme ce fut hélas ! le cas d'anarchistes en 1916 (Manifeste des Seize) : « C'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'annéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement. » (6).

La voie est étroite et difficile entre ces deux engagements : c'est celle de la seule guerre de libération valable, menée par les opprimés contre les exploités. Le combat anarchiste qui vise à la destruction de l'Etat et de tous ses moyens de coercition, à construire les moyens d'auto-organisation et de gestion directe de la société, peut seul conduire à la révolution sociale. La plus grave erreur ne serait-elle pas de croire à ces possibilités illusoire de désarmement ?

« Le malheur des peuples, qui pourtant étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'Etat, avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition, comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein, et elle continue à l'être, lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute la presse, persuadent leurs

## PROTOCOLE

### Armée-Police

La logique politicienne n'est décidément pas compréhensible par M. Tout-le-monde. On se souvient, en effet, que lorsqu'ils étaient majoritaires à l'Assemblée nationale, les socialistes présentaient les protocoles d'accord armée-nation (Hernu-Savary, Hernu-Lang, Hernu-Chevènement...). Aujourd'hui, pour les socialistes, on est « vivement demain », tout a changé (surtout le gouvernement) : ils votent contre le projet d'incorporation des conscrits dans la police nationale (alors qu'ils sont à l'origine de cette initiative) — craignant que certaines dispositions de ce projet n'amènent à « une militarisation de la police ».

On croit rêver, ils s'inquiètent des risques de militarisation d'un « service public » tel que la police, alors que se sont ces mêmes élus qui ont amorcé celle de l'enseignement. Mais de quoi s'inquiètent-ils ? Ont-ils peur que le ministère de la Défense n'exerce une tutelle sur celui de l'Intérieur, par le biais de ses conscrits ? Craignent-ils qu'un contrôle social exercé par la police ne s'ajoute celui de l'armée ? A moins que le seul fait d'avoir perdu le pouvoir exécutif leur ait rendu un peu de sens critique.

A cet égard, la déclaration de Pandraud, ministre délégué chargé de la Sécurité, ressemble aux discours servis par les élus socialistes, alors au pouvoir, pour justifier la militarisation de l'enseignement : « (...) il est indispensable d'associer plus que jamais la jeunesse à l'action tendant à assurer la Sécurité de nos concitoyens et à la défense de nos libertés : c'est à cela que répond l'incorporation des jeunes appelés dans la gendarmerie et dans la police nationale, l'autre objectif étant d'accroître le nombre de policiers, donc leur présence dans les cités ».

Pourtant, la militarisation officielle d'un corps répressif paraît bien moins grave que celle de services publics tels que l'enseignement, la santé, la culture (1), la recherche, etc. Gauche, droite ! Droite, gauche ! Gare à nous !

THÉO (Gr. Flores-Magon)

lisation populaire, on se retrouverait donc dans une situation où l'Etat aurait disparu et donc de révolution sociale victorieuse. Le problème ne sera-t-il pas alors de défendre cette révolution, tout en prenant garde au danger de reconstruction d'une autorité politique quelconque ? S'agira-t-il alors de désarmer ? Je ne le crois pas... mais de garantir à chacun la possibilité de défendre la révolution sociale aussi bien contre les tentatives extérieures ou intérieures de contre-révolution (venant de nostalgiques ou d'une avant-garde auto-proclamée).

Par ailleurs, cette notion de désarmement unilatéral sert trop les intérêts de l'un des camps en présence dans la confrontation Est-Ouest pour satisfaire les anarchis-

peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération » (7).

Georges HOST

(1) Rapporteur de la commission des finances pour la loi de programmation militaire 1987-1991, Avis n°532, Assemblée nationale.

(2) Nous avons précédemment souligné le danger de cette doctrine qui apparente les armements nucléaires à des forces classiques.

(3) Jean Bacon, Les saigneurs de la guerre, éditions Les presses d'aujourd'hui, en vente à la librairie du Monde libertaire, 72 F.

(4) Jean Bacon, op. cit.

(5) cf. Le Monde, dimanche 10 Lundi 11 mai 1987.

(6) Pierre Kropotkine, OEuvres, F.M./petite collection Maspéro.

(7) Réponse au Manifeste des seize, 12 février 1915, in Pierre Kropotkine OEuvres, op. cit.

### ERIC HÉBERT Soutien mode d'emploi

Lui écrire : Eric Hébert, n° d'érou 27372, maison d'arrêt de Loos, 2, avenue du Train-de-Loos, 59374 Loos-les-Lille.

Envoyer des messages demandant sa libération immédiate :  
• au Tribunal de grande instance de Lille, M. le juge Faure, avenue du Peuple-Belge, 59000 Lille ;  
• au ministère de la Justice, place Vendôme, 75001 Paris (tél. : [16.1] 42.61.80.22) ;  
• au ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris (tél. : [16.1] 45.55.95.20).

Affiches et pétitions disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (tél. : [16.1] 48.05.34.08).  
Comité de soutien à Eric, B.P. 58, 76160 Darnetal.

**ÉRIC HÉBERT, INSOUMIS TOTAL  
PRISONNIER D'OPINION ET OTAGE  
DE L'ARMÉE FRANÇAISE DEPUIS 43 JOURS**